CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la condition féminine

FEWO • NUMÉRO 107 • 1re SESSION • 42e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 7 juin 2018

Présidente

Mme Karen Vecchio

Comité permanent de la condition féminine

Le jeudi 7 juin 2018

● (1530)

[*Traduction*]

La présidente (Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC)): Bonjour, et bienvenue à la 107e séance du Comité permanent de la condition féminine. Cette séance est publique. Nous poursuivons notre examen des obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique. J'ai le plaisir d'accueillir Mme Kayleigh Erickson et Mme Shal Marriott. Shal, bien sûr, se joint à nous de St. John's par vidéoconférence.

Nous allons maintenant passer la parole à Mme Erickson, qui va nous présenter sa déclaration préliminaire.

Vous avez sept minutes.

Mme Kayleigh Erickson (à titre personnel): Merci.

On me demande souvent quelle idée je me fais de l'avenir du monde politique. Cette question me ramène à l'instant historique où, le 8 mars 2017, j'ai pris place à la Chambre des communes avec 336 autres Héritières du suffrage. Je n'oublierai jamais le sentiment de fierté et d'espoir que j'ai ressenti en contemplant notre Parlement rempli de femmes, dont 68 déléguées autochtones et une qui était la première femme trans assise à un pupitre de la Chambre. Cet événement a renouvelé ma confiance; je savais que nos institutions politiques auraient la capacité d'être inclusives et de représenter tous les secteurs de la société. Toutefois, j'étais également consciente de l'énorme travail et de l'engagement ferme que la concrétisation de ce rêve exigerait.

Pour expliquer la sous-représentation des femmes en politique, il faut examiner les politiques internes des partis sur le recrutement de candidates de provenances diverses. Il faut aussi examiner le contexte dans lequel les partis adoptent ces politiques et appliquent leur responsabilité de bien choisir les circonscriptions dans lesquelles ces candidates feront campagne. Comme aucune loi ne régit cela par des mesures concrètes, comme des quotas et des objectifs ciblés, les partis régissent leur parité hommes-femmes à leur propre discrétion.

La dernière élection tenue en Colombie-Britannique a démontré les résultats que ces mesures discrétionnaires. Un tiers des candidates ont été élues. Grâce à la politique que le NPD s'était imposée, 46 % de ses élus sont maintenant des femmes, alors que les libéraux de la province ne comptent que 32 % d'élues. Aux élections fédérales, les néo-démocrates ne lancent pas la course à l'investiture avant d'avoir fait des efforts manifestes pour recruter des candidates de provenances diverses. Le NPD s'est donné pour mandat d'établir l'équité hommes-femmes avant toute autre chose. Cette politique proactive fondée sur l'investiture s'est avérée efficace lors de l'élection de 2015, car 43 % des candidats néo-démocrates étaient des femmes, alors que le Parti libéral n'en comptait que 31 %, et les conservateurs en avaient moins de 20 %. Cette difficulté perpétuelle de recruter des candidates découle de problèmes structuraux, comme un manque de clarté et de transparence des processus d'investiture. Que devraient faire les partis pour recruter des candidates de provenances diverses?

Pour créer des stratégies efficaces et intentionnelles, les partis politiques devraient déterminer les meilleures manières de persuader les femmes de s'engager ainsi que les qualités qu'elles doivent développer pour assumer une fonction politique. Les résultats de l'étude menée par Fox et Lawless indiquent que les hommes de 18 à 25 ans ont deux fois plus tendance à penser souvent à se lancer en politique et à y être encouragés par autrui. Ils indiquent aussi que plus les autres gens encouragent des femmes à se porter candidates, plus elles envisagent sérieusement de le faire. En réponse à une question hypothétique sur la probabilité qu'elles se lancent en politique un jour, 51 % des jeunes femmes ont répondu par la négative par rapport à 31 % des jeunes hommes auxquels on avait posé la même question.

En outre, 30 % de plus de femmes que d'hommes sont convaincues qu'elles ne possèdent pas les qualités requises. En m'efforçant d'établir une liste de candidats de provenances diverses pour l'élection d'étudiants à l'Université de Victoria, j'ai demandé à de nombreuses étudiantes de présenter leur candidature à des postes de dirigeantes, et elles me répondaient « Pourquoi moi? Je suis sûre que bien d'autres étudiants sont plus qualifiés que moi; je n'ai jamais pensé à me lancer en politique. » D'un autre côté, la majorité des étudiants auxquels j'ai posé la même question ont soit tout de suite accepté, soit refusé pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec leur capacité d'occuper un poste de dirigeant.

Même quand elles acceptent de se présenter à des élections, les femmes sont sous-représentées dans les circonscriptions gagnables. Lors de l'élection de 2015, les candidates libérales et conservatrices ont gagné moins souvent que leurs collègues hommes. Dans mon rôle de présidente des Jeunes libéraux du Canada, Colombie-Britannique, j'ai surveillé de très près les résultats de la dernière élection. Plus de la moitié des candidats libéraux provinciaux ont été élus, et seulement 39 % des candidates ont gagné leur siège. Cet écart est moins marqué dans le cas du NPD, mais il existe encore. On constate donc que le placement des candidates dans le bastion traditionnel d'un autre parti n'est pas une erreur commise uniquement par les caucus fédéraux ou par ceux de centre droit. Les résultats d'une étude menée à long terme indiquent que les femmes ont moins tendance à se présenter dans le bastion de leur propre parti et dans des circonscriptions où elles font face à de la compétition et qu'elles préfèrent mener leur campagne dans le bastion d'un autre parti.

La culture politique de nos institutions pose d'autres obstacles. Les femmes qui s'engagent en politique font face à la fausse image des politiciennes que présentent les médias, à la cacophonie sexiste et aux plaintes chuchotées de violence sexuelle et de harcèlement. Elles hésitent donc à se lancer en politique. Les médias ne cessent de demander aux politiciennes comment elles réussissent à équilibrer leur vie familiale et professionnelle. Ces mêmes médias posent aux politiciens des questions sur leur cheminement de carrière. Cela perpétue la notion sexospécifique selon laquelle les femmes prennent soin de la famille et renforce l'image désuète de l'homme naturellement apte à la vie publique. Les termes que nous utilisons ont l'effet soit de renforcer, soit de démolir les idées préconçues. On le constate très clairement dans le chahut des séances parlementaires.

Les résultats d'un sondage mené aux Nations unies auprès des élues ont révélé que ces femmes sont quotidiennement traitées avec condescendance. On leur dit de se taire, de se calmer ou de parler plus gentiment. La recherche a démontré que les hommes ont plus tendance que les femmes à chahuter, que l'on interrompt les femmes plus souvent que les hommes et que les femmes se plaignent plus souvent de se faire apostropher sexospécifiquement. Dans ma jeune carrière de politicienne, j'ai souvent participé à des simulations politiques. On m'a souvent ordonné de calmer mes émotions, on a remis en question mes capacités de dirigeante parce que je suis une femme, on a jugé mon niveau d'intelligence en fonction de la couleur de mes cheveux, et j'ai dû consoler de nombreuses collègues qui se sont fait apostropher au sujet de leur cycle menstruel et de leur apparence physique. J'ai vu de jeunes femmes sortir de la salle après avoir été ainsi couvertes d'injures et décider de ne plus jamais y remettre les pieds.

● (1535)

Dans notre rôle de chefs de file de la société, il faut que nous dénoncions les blagues et les termes qui ne visent qu'à humilier les femmes, car ils sont à la base de la violence sexuelle et sexospécifique. Les problèmes de violence sexospécifique et de harcèlement se manifestent partout. J'ai connu des employées de partis qui se sont fait humilier et violenter dans le cadre de leurs fonctions. Certaines d'entre elles envisageaient de quitter leur poste pour ne pas salir leur réputation et compromettre leur avenir de politiciennes.

Bien que le gouvernement fédéral et ceux de quelques provinces aient établi des politiques contre le harcèlement pour protéger les politiciennes, ces lois ne suffiront pas à modifier cette culture de misogynie et de maltraitance. En outre, les politiques correctrices comportent elles aussi des éléments problématiques. Par exemple, la politique de Terre-Neuve-et-Labrador contre le harcèlement n'est pas axée sur les survivantes, puisqu'elle ne leur laisse que 12 mois pour déposer leur plainte, qui en outre ne peut pas être déposée anonymement.

Bien que nous ayons beaucoup de chemin à faire pour créer des milieux sûrs et inclusifs pour les politiciennes, les possibilités de mentorat peuvent faire contrepoids à la dynamique sexospécifique dans le monde de la politique.

À titre de membre du Conseil d'administration et de participante à l'école de campagne du Congrès des électrices du Canada, j'ai été témoin des résultats de la création d'espaces non partisans où les femmes peuvent réseauter et se soutenir mutuellement. Dans ces espaces de collaboration, les femmes s'encadrent et s'encouragent mutuellement à se présenter aux élections, elles y discutent de la dynamique sexospécifique, elles suggèrent des stratégies pour contester les commentaires désobligeants et elles renforcent la confiance de chacune en ses compétences de politicienne.

Toutefois, ces solutions viennent d'organismes qui manquent de personnel et de financement. C'est pourquoi je suggère que nous intégrions ces occasions de mentorats aux programmes et aux événements organisés pour les jeunes, comme les parlements modèles, afin de continuer à contrer la culture politique actuelle et à encourager un plus grand nombre de femmes à s'engager dans une carrière politique.

Je vous remercie de m'avoir invitée aujourd'hui. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

La présidente: Merci beaucoup.

Shal, m'entendez-vous?

Mme Shal Marriott (à titre personnel): Oui, je vous entends bien.

La présidente: Parfait, fantastique.

Shal, vous avez maintenant la parole pendant sept minutes.

Mme Shal Marriott: Merci, madame la présidente et membres du Comité. Je m'appelle Shal Marriott. Je suis très heureuse de comparaître devant vous aujourd'hui pour vous parler d'un sujet qui est selon moi d'une importance primordiale dans le monde politique actuel: les obstacles auxquels se heurtent les politiciennes.

Je tiens à souligner que le point de vue que je vous présente ne repose pas sur des faits et sur des chiffres empiriques. Je ne prétends pas non plus comprendre la complexité des opinions de chaque membre de mon sexe. Ces opinions sont personnelles. Elles se sont développées pendant la période que j'ai passée sur la Colline, pendant les divers programmes de stages et pendant les activités de militantisme auxquelles j'ai participé. Cette position est celle d'une fille, d'une soeur, d'une conjointe aimante et d'une jeune étudiante en sciences politiques. Cela dit, j'espère que mes observations alimenteront vos réflexions et votre discussion sur les obstacles auxquels les femmes se heurtent dans le monde politique.

Mes observations seraient très nombreuses, mais je vais me concentrer sur ce que je considère comme le problème le plus grave, celui de la rhétorique exprimée sur ce problème lui-même. On n'entend aucune conversation cherchant à définir honnêtement en quoi consiste la vie politique d'une femme. Personne ne dénonce l'accent placé sur les vertus masculines, sur le fait que la politique appartient aux hommes. Personne ne souligne les limites imposées aux femmes qui expriment des opinions indépendantes et que l'on associe directement aux caractéristiques de leur sexe. Je conclurai mon allocution en présentant de brèves recommandations sur ce que les politiciennes pourraient faire pour s'opposer à cette rhétorique et sur ce que les hommes pourraient faire eux aussi. Je recommanderai cependant au gouvernement d'en faire moins que ce qu'il fait à l'heure actuelle pour essayer de résoudre ce problème.

Pour ce qui est de savoir à quoi s'attendre en entrant en politique, il est toujours très tentant de ne pas tenir compte des petites différences entre les attentes qu'ont les hommes et les femmes, mais ce sont en réalité les questions les plus importantes. Il faut examiner honnêtement ce que vivent les femmes dans le milieu politique. J'aime citer en exemple le fait qu'un homme n'aura jamais à s'inquiéter de la couleur des talons aiguilles qu'il porte au travail, alors que les femmes doivent s'en préoccuper presque quotidiennement. Bien que cela semble ridicule, ce n'est qu'une fraction des attentes qui précèdent le travail des femmes en politique.

Ces attentes ne se limitent pas aux chaussures. Pour que les jeunes femmes qui s'intéressent à la politique se sentent à l'aise dans le monde auquel elles s'apprêtent à se joindre, il faut tenir des conversations approfondies et honnêtes sur certains sujets récemment mis en lumière, comme le harcèlement sexuel et la dynamique en milieu de travail. En menant ces conversations honnêtes, nous aiderons les femmes à comprendre de façon réaliste à quoi s'attendre en se joignant au monde de la politique.

Pensons un peu aux femmes que nous considérons comme de grandes politiciennes. Trop souvent, nous associons leurs vertus à des vertus masculines. La première femme à occuper le poste de première ministre du Royaume-Uni, Margaret Thatcher, a été considérée comme une réussite uniquement en raison de sa capacité d'agir comme un homme, tant à la chambre des communes qu'au sein de son propre parti. Elle avait le don de s'affirmer et de dominer la conversation, mais pourquoi ce talent est-il considéré comme étant masculin? Quand on pense à encourager les jeunes femmes, pourquoi ne leur enseignerait-on pas à s'affirmer, à se prendre en main et à s'exprimer? Je pense que nous accordons trop de crédit aux hommes et trop peu aux femmes en considérant ces vertus comme étant masculines.

D'ailleurs, pourquoi ne discutons-nous pas activement des avantages qu'apportent nos vertus féminines? L'empathie, par exemple, peut jouer un rôle important en politique. En fait, j'irais même jusqu'à dire que les meilleurs députés sont ceux qui savent comprendre leurs électeurs. Pourtant, au lieu de mettre cette qualité en évidence, nous la rejetons tristement en disant qu'elle n'a pas sa place en politique. Il faut changer cela. Au lieu de dire aux femmes d'agir comme les hommes, il faut leur conseiller de se servir le mieux possible de leurs opinions et de leurs capacités afin de frayer leur propre cheminement politique. Autrement dit, conseillons-leur d'agir avec indépendance et de penser librement.

Cela m'amène à ma dernière observation, qui est la plus importante. Il faut que les femmes ne craignent pas de s'exprimer librement. Dans la rhétorique politique actuelle, on a tendance à classer les opinions des femmes comme étant favorables ou contraires à leur propre sexe, aux caractéristiques typiques des femmes. Le monde politique est fait d'opinions correctes et incorrectes, et si vous exprimez des opinions politiques incorrectes, vous ne représentez pas vraiment les femmes. Chaque fois qu'une femme parle, on pense qu'elle parle au nom de son sexe. Le meilleur exemple est celui de l'avortement, où des femmes pro-vie sont ostracisées parce que l'on juge que leur façon de penser s'oppose au bien-être des femmes.

● (1540)

Cette tyrannie de l'opinion des femmes n'est pas causée par des hommes qui ont le luxe de parler indépendamment de leur sexe; c'est plutôt l'habitude des femmes elles-mêmes qui imposent des obligations à l'ensemble des membres de leur sexe et qui sont toutes trop disposées à rejeter les opinions contraires à l'opinion populaire comme étant incorrectes et contraires à la notion fondamentale de l'égalité des femmes.

Cela a développé des opinions correctes ou incorrectes sur les obstacles auxquels sont confrontées les femmes en politique, le sujet même de notre discussion d'aujourd'hui. Pour vraiment encourager les femmes à participer davantage en politique, ce qui est la première chose à faire pour les attirer en politique, il faut écouter ce qu'elles ont à dire. On ne peut pas leur imposer les réponses à donner aux questions politiques, et il faut les appuyer, qu'on soit d'accord ou non avec leur façon de penser. Il faut respecter leur personnalité individuelle et non les considérer uniquement comme des membres du genre féminin.

J'espère avoir exprimé mon inquiétude au sujet des effets négatifs de la rhétorique sur les femmes en politique. Il y a beaucoup à faire pour améliorer la situation. Nous pouvons organiser des soirées de réseautage pour définir en quoi consiste l'expérience d'une femme en politique. Les politiciennes pourraient s'inspirer de leurs expériences personnelles et de leurs points de vue pour encourager les femmes qui s'intéressent activement à la politique afin de leur décrire à quoi elles s'attendre. Elles pourraient les avertir honnêtement au sujet des difficultés auxquelles elles se heurteront et leur servir de modèles.

Cependant, nous devons habiliter les femmes à réussir non pas parce qu'elles sont des femmes, mais en dépit de ce fait. Plutôt que de continuer à les classer en fonction de leur sexe, nous devons les considérer comme des personnes.

Comme vous êtes un gouvernement, je vous encourage à ne rien faire pour les femmes en politique. Je ne crois pas qu'il soit possible de fixer des politiques qui changent l'attitude actuelle des gens à l'égard des politiciennes. Il faut plutôt apporter des changements individuels et sociaux en modifiant avant tout la façon dont les gens parlent des politiciennes.

Merci.

● (1545)

La présidente: C'est excellent.

Merci à toutes deux pour vos déclarations préliminaires.

Nous entamons une ronde de sept minutes avec Eva Nassif.

Eva, vous avez sept minutes.

[*Français*]

Mme Eva Nassif (Vimy, Lib.): Merci, madame la présidente.

Je remercie nos deux jeunes témoins, qui ont participé l'année dernière à l'initiative Héritières du suffrage, d'être parmi nous aujourd'hui pour nous parler des obstacles auxquels les femmes font face.

Je vais d'abord m'adresser à vous, madame Erickson. Vous avez participé à Héritières du suffrage. Pourriez-vous nous dire ce qui vous a incitée à prendre part à cette initiative de l'organisme À voix égales?

[*Traduction*]

Mme Kayleigh Erickson: Ma patronne m'a envoyé le lien vers le site des Héritières du suffrage en me disant que comme je travaille beaucoup dans le milieu politique, je devrais y apporter une excellente contribution. J'y ai réfléchi et je me suis dit que ce serait une bonne occasion de rencontrer des femmes qui ont un point de vue similaire au mien afin de discuter des obstacles auxquels nous nous heurtons en politique et d'élaborer des stratégies pour surmonter ces obstacles. L'initiative Héritières du suffrage m'a permis non seulement de rencontrer des jeunes femmes formidables, mais de discuter de ce que nous désirons passionnément changer. Je leur ai beaucoup parlé de la violence sexuelle et des façons différentes d'aborder ce problème. Je leur ai dit qu'en qualité de chefs de file dans la société, nous devons nous efforcer de créer des milieux de travail sûrs et inclusifs. Nous avons discuté des moyens d'accroître la représentation des femmes dans tous les ordres de gouvernement. Ma principale source d'encouragement m'est venue d'autres personnes autour de moi qui m'ont dit que je devais m'inscrire, mais aussi de mes propres aspirations politiques et de mon désir de rencontrer d'autres personnes aux vues similaires.

[*Français*]

Mme Eva Nassif: Votre participation a-t-elle changé votre perception des politiciennes?

[*Traduction*]

Mme Kayleigh Erickson: Vous parlez de ma participation à l'initiative des Héritières du suffrage?

Mme Eva Nassif: Oui, après y avoir participé, est-ce que votre point de vue a changé?

Mme Kayleigh Erickson: Je crois que cette expérience a surtout confirmé le fait que les femmes se heurtent à de nombreux obstacles et que nous devons nous unir pour les éliminer. J'ai appris à quel point il est important d'organiser ces rencontres nationales où les femmes peuvent se rencontrer et discuter des problèmes qui leur tiennent à coeur. Mon point de vue n'a pas changé; cette expérience l'a renforcé et m'a persuadée que nous devons en faire plus.

[*Français*]

Mme Eva Nassif: Les jeunes femmes comme vous s'intéressent-elles également à d'autres aspects de la société, comme le monde communautaire, ou uniquement à la politique?

[*Traduction*]

Mme Kayleigh Erickson: Je pense que cela vient en grande partie de changements que je souhaite voir dans la société, sachant que la politique est un moyen très direct de promouvoir des politiques qui ont une incidence sur la vie des gens au niveau communautaire. Une autre question qui me tient vraiment à coeur, c'est celle de l'universalité des services de garde. Nous devons nous assurer d'offrir des services de garde inclusifs et abordables parce que, au Canada, nous savons que ce que les femmes doivent payer pour les services de garde change de façon importante selon la circonscription et la ville où elles habitent. J'ai constaté qu'il s'agit d'un obstacle qui empêche les femmes de se présenter en politique.

Cela a vraiment commencé, non seulement parce que j'étais impliquée dans ma collectivité et que j'entendais parler des expériences d'autres femmes, mais aussi, par exemple, parce que j'étais impliquée au niveau de la politique étudiante. J'ai été candidate et je suis devenue la présidente de ma société étudiante sur le campus. Quant à ce qui m'a donné envie de me présenter en politique, c'est le fait que les femmes n'avaient pas l'impression d'être en mesure d'exercer des charges politiques, certaines difficultés étant liées aux commentaires faits à l'endroit des femmes qui se présentent. Je voulais m'assurer de les contester et de me mettre dans une position où je pouvais apporter des changements positifs.

Parmi les questions qui me tiennent à coeur, il y a le logement abordable, m'assurer encore une fois que nous créons des environnements sûrs et inclusifs dont les femmes peuvent faire partie et m'assurer qu'un plus grand nombre de femmes et de femmes d'horizons divers font partie des processus décisionnels, parce que trop souvent, ce sont des hommes qui ont pris des décisions relativement à des soins de santé qui ont une incidence sur les droits des femmes, les femmes ne faisant pas partie de ces discussions ou en étant exclues dans la mesure où elles peuvent faire une différence significative.

● (1550)

[*Français*]

Mme Eva Nassif: Dans votre biographie, on souligne que vous êtes stagiaire à Together Against Poverty Society, une organisation qui offre un soutien juridique gratuit, en personne, aux femmes qui sont dans le besoin, qui ont des problèmes de logement, d'emploi, et ainsi de suite.

En vous fondant sur votre expérience, diriez-vous que ces circonstances variées affectent la participation des femmes à la politique? Parlez-nous de ce que vous voyez et de ce que vous disent ces femmes qui vivent dans l'insécurité financière.

[*Traduction*]

Mme Kayleigh Erickson: Je me suis impliquée dans Together Against Poverty Society lorsque j'ai été mise au courant de l'existence de cette organisation, au moment où j'étudiais en justice sociale à l'Université de Victoria. Il y avait un stage et j'ai décidé de faire partie de Together Against Poverty Society pour défendre les droits des personnes handicapées. Lorsque je faisais partie de cette organisation, j'ai vu comment les divers services qu'elle offrait, par exemple, ses services juridiques, aidaient vraiment les femmes.

Souvent, lorsque nous parlons des normes d'emploi pour les femmes, nous parlons du fait qu'il existe un écart salarial entre les sexes. Je pense que c'est là que nous pouvons nous attaquer à un niveau systémique à la question des femmes qui vivent dans la pauvreté et au fait que les femmes sont plus susceptibles d'être victimes d'inconduite sexuelle en milieu de travail. L'organisation est là pour aider ces femmes à déposer des griefs, à essayer de comprendre leurs droits et à se manifester, ce qui est vraiment important, à mon avis.

Pour ce qui est de l'écart salarial entre les sexes au Canada, nous savons que les femmes gagnent 31 % de moins que les hommes. Nous savons que l'on estime que de 10 à 15 % de la différence dans le salaire des femmes en milieu de travail est attribuable à la discrimination fondée sur le sexe.

Le temps que j'ai passé au sein de Together Against Poverty Society a renforcé ma perception du fait qu'il y a d'énormes problèmes dans notre société et que les femmes sont surreprésentées parmi les personnes vivant dans la pauvreté au Canada. Cela est encore plus vrai pour les femmes autochtones et les femmes racialisées. Une fois de plus, il s'agit d'une organisation qui manque de personnel, qui est sous-financée et qui, malheureusement, doit exister en raison des lacunes actuelles de la politique gouvernementale et de la façon dont elle est mise en œuvre.

La présidente: Votre temps de parole est écoulé. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Rachael Harder, pour sept minutes.

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Merci à vous deux de votre présence aujourd'hui. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Mes premières questions s'adressent à vous, Shal. Vous avez fait une déclaration intéressante à la fin de votre exposé. Vous avez dit que le gouvernement ne devrait rien faire. Pouvez-vous en dire davantage? Comment pouvons-nous changer les choses si le gouvernement ne fait rien?

Mme Shal Marriott: C'est étonnant, parce que je constate que les plus grands changements sociaux se produisent à l'extérieur des gouvernements et parmi les gens.

Je pense que nous accordons trop de crédit au gouvernement lorsque nous disons qu'il est responsable des changements que nous souhaitons voir dans la société. Je pense que les gens qui aspirent à faire partie du gouvernement peuvent faire de grandes choses, mais quand il s'agit de la question des femmes en politique, je pense vraiment que c'est au niveau de la société qu'il faut le faire.

De fait, je pense que ce que le gouvernement fait déjà, comme mettre en place des systèmes de quotas, marginalise davantage les femmes et crée un environnement où nous prenons des femmes qui sont parfaitement aptes et leur disons que c'est à cause de leur sexe qu'elles obtiennent un poste. Je pense que c'est humiliant et condescendant pour les femmes qui, autrement, sont parfaitement qualifiées.

Lorsque je dis que le gouvernement ne devrait rien faire, je ne veux pas dire que les gens au gouvernement ne devraient rien faire. Je vous encourage activement, vous et d'autres députés, à aller dans les écoles secondaires pour parler des femmes en politique. Parlez de la première femme à occuper un poste de ministre dans l'administration Diefenbaker, qui a mérité ce poste parce qu'elle se battait pour l'immigration et d'autres réformes du genre, et donnez aux gens des modèles auxquels ils peuvent aspirer. Faites part de vos expériences.

J'estime que le système de quotas que l'actuel gouvernement a mis en place est préjudiciable et dégradant pour l'esprit d'égalité des femmes et je ne pense pas que la politique gouvernementale ait sa place dans ce qui constitue essentiellement des changements sociaux.

● (1555)

Mme Rachael Harder: Merci beaucoup.

Shal, à votre avis, devrions-nous encourager toutes les femmes à se porter candidates à une charge publique ou y a-t-il un certain type de femme qui devrait se présenter?

Mme Shal Marriott: Je pense que c'est une excellente question. J'ai fait une partie de mes études en génie et nous étions confrontés à ce même genre de question. Quelles femmes devraient être en génie? Je pense que ce sont les gens qui ont une passion et la curiosité pour ce domaine.

En ce qui concerne le fonctionnaire idéal, je ne prétends pas avoir de réponse, mais je pense que ce sont les gens qui se soucient des questions qu'ils représentent, qui sont des passionnés et qui veulent participer à la vie politique. Je pense que nous allons trop loin lorsque nous disons que toutes les femmes devraient faire de la politique, parce que beaucoup de femmes ne le souhaitent pas. Elles n'ont pas ces intérêts ou ces penchants naturels, ce qui n'est pas une mauvaise chose.

Nous devrions plutôt changer l'argumentation pour que celles qui s'intéressent à la politique aient l'impression d'y avoir leur place, peu importe leur profession ou leur revenu — seulement celles qui ont cette curiosité.

Mme Rachael Harder: Y a-t-il un type de femme qui ne devrait pas chercher à se porter candidate aux élections?

Mme Shal Marriott: Une femme qui ne veut pas de cette tâche.

La réponse semble relativement simple, mais je pense que nous allons jusqu'à exercer des pressions sur les femmes pour qu'elles poursuivent des carrières à prédominance masculine parce qu'elles en sont capables. Je pense que cela a une incidence très négative sur les femmes.

Nous sommes tous trop prompts à considérer les carrières féminines comme des carrières que les femmes ne devraient pas avoir dans un monde parfaitement égalitaire, mais elles le veulent. Si elles se soucient d'une profession, elles devraient en faire partie, peu importent ses associations.

Mme Rachael Harder: En gros, Shal, ce que vous dites, c'est que l'on devrait encourager la diversité afin que nous ayons des femmes qui participent et qui ont toutes sortes d'antécédents socioéconomiques, géographiques et ethniques, en plus d'avoir des croyances, des valeurs et des visages différents. Je vous entends dire que toutes ces femmes devraient envisager de se porter candidates à des élections si telle est leur passion.

Ai-je bien compris?

Mme Shal Marriott: Absolument.

Encore une fois, je n'aime pas l'idée de peindre une image de la femme parfaite en politique, tout comme je n'aime pas l'idée de peindre celle d'une députée ou d'un député parfait.

Dans mon esprit, ayant grandi comme personne qui aime la politique depuis sa cinquième année, le député idéal ou la députée idéale était la personne qui se passionnait pour la politique et qui représentait le mieux ses électeurs. Cette personne n'a pas de visage, de nom, de sexe, de couleur de peau, d'antécédents ou de tranche de revenus.

Mme Rachael Harder: Pour ce qui est des femmes qui se présentent en politique, nous avons établi que celles qui ont des horizons, systèmes de croyances et valeurs variés devraient être les bienvenues, pourvu qu'elles aient la passion et la volonté de servir le grand public.

Y a-t-il des rôles au sein de cette charge élective pour lesquels certaines femmes ne conviennent tout simplement pas?

Mme Shal Marriott: Si vous parlez, disons, d'un poste au Cabinet ou d'un poste de secrétaire parlementaire, ce à quoi vous faites allusion je pense, alors, oui, tout comme il y a des hommes non qualifiés qui ne devraient pas être ministres ou secrétaires parlementaires.

Je crois fermement en un système fondé sur le mérite et que nous devons avoir la meilleure personne pour le poste, peu importe son sexe. Je reconnais que les femmes doivent travailler plus fort pour obtenir une reconnaissance égale de leurs pairs dans certains cas, mais j'ai l'impression que dans bien des cas... surtout avec les femmes que nous avons maintenant à la Chambre. Nous avons des femmes qui ont un curriculum vitae fantastique et des antécédents incroyables qui peuvent mériter ces postes au Cabinet et qui peuvent être secrétaires parlementaires, uniquement en fonction du mérite. Cette distinction est très facile à faire.

Bien sûr, il y a des gens qui ne devraient pas être des ministres ou des secrétaires parlementaires — ceux qui n'ont pas nécessairement les qualifications ou les curriculum vitae qui leur permettraient d'accéder à ce poste. Si nous donnons à ces gens des postes en fonction de leur sexe, alors nous diminuons le mérite de personnes qui sont peut-être mieux placées pour obtenir et occuper ces postes.

Mme Rachael Harder: Merci.

Pour ce qui est des femmes qui sont élues et qui jouent un rôle public à l'heure actuelle, comment devrait-on mesurer leur succès? Lorsque les gens du grand public regardent ces femmes et la façon dont elles s'acquittent de leur rôle, comment sauraient-ils si leur députée est efficace ou non?

La présidente: Soyez brève.

Mme Shal Marriott: Très rapidement, je pense que nous examinons deux situations. S'il s'agit simplement d'un député, il faut voir dans quelle mesure il ou elle représente bien ses électeurs. Dans le cas d'un ministre, il faut voir dans quelle mesure le public peut lui faire confiance dans son travail. Encore une fois, je pense que cela ne dépend pas tant de l'égalité des sexes que de l'efficacité et de la capacité. Par exemple, si vous avez une personne aux Affaires étrangères qui n'a aucune expérience des affaires étrangères, qui n'a même pas suivi de cours sur le sujet, peut-être que nous devrions poser des questions. Il y a beaucoup de gens, hommes et femmes, qui ont des antécédents appropriés pour réussir et qui, du point de vue du public, peuvent faire un bon travail.

● (1600)

La présidente: Merci beaucoup.

Mme Rachael Harder: Merci.

La présidente: Nous passons maintenant à Mme Quach, pour sept minutes.

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Merci, madame la présidente.

Je vous remercie toutes les deux d'être parmi nous aujourd'hui. Ce que vous dites est très intéressant.

Vous avez toutes les deux parlé des barrières langagières qui font en sorte que les femmes se sentent jugées avant même d'avoir pu s'exprimer ou intervenir. On entend souvent parler de cours d'autodéfense intellectuelle. Les cours que vous avez suivis devrait-ils être davantage offerts aux jeunes femmes et à toutes les femmes de tous âges qui ont l'intention de se présenter en politique?

Quand il nous arrive d'être l'objet de commentaires un peu assassins ou très incisifs, que ce soit sur notre tenue vestimentaire, sur notre apparence physique ou sur nos émotions, il est difficile d'y répondre sur le coup. Nous figeons parfois et nous ne savons pas comment réagir.

Il y a peut-être une sorte d'aveuglement social. Quand les autres personnes autour entendent de tels commentaires, ils ne réagissent pas non plus et regardent comment la personne qui fait l'objet des commentaires va réagir. Si elle ne réagit, ils vont juste passer outre et faire comme s'ils n'avaient rien entendu.

Avez-vous des commentaires à formuler là-dessus, madame Erickson?

[*Traduction*]

Mme Kayleigh Erickson: Je pense que la formation est vraiment importante. Nous savons que les femmes au Canada sont beaucoup plus susceptibles d'être d'accord avec une déclaration comme « Parfois, la politique et le gouvernement semblent trop compliqués pour que quelqu'un comme moi puisse réellement comprendre ce qui se passe. » Je pense qu'en offrant des séances de formation... Je vais reprendre l'exemple des écoles axées sur l'art de la campagne électorale de Canadian Women Voters Congress. Il s'agit d'espaces de collaboration et non partisans où les femmes se réunissent pour se renseigner sur les questions entourant la formation médiatique, par exemple, parce que nous savons que les médias ont une vision très biaisée des femmes dans la façon dont ils parlent des femmes. Par conséquent, vous devez vous préparer au moment où cela se produira. Quelles sont les stratégies que les femmes utilisent lorsqu'on leur pose une question fondée sur notre apparence ou, par exemple, lorsqu'on nous appelle une « Barbie climatique » et qu'on nous réduit à la couleur de nos cheveux?

Il est très important d'apprendre des autres femmes qui ont été victimes de ce genre de harcèlement et de ce genre de commentaires, du moins à mon avis. Cela permet aux femmes de se sentir plus en mesure de répondre à ce genre de commentaires, parce que vous savez, sans aucun doute, que cela les touchera à un moment ou un autre de leur carrière. Il y a donc des problèmes à cet égard.

Une autre question est celle du financement des partis et de ce que cela signifie vraiment de se présenter en politique et de fournir aux femmes les ressources et le soutien dont elles ont besoin pour réussir, parce que je pense que les femmes sont passionnées pour la politique. Je pense qu'il est tout simplement très difficile de se voir dans un poste politique quand on sait que les femmes sont tellement sous-représentées dans nos institutions politiques.

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Je vous remercie.

Mme Marriott, voulez-vous intervenir?

[*Traduction*]

Mme Shal Marriott: Certainement.

Je ne suis pas contre l'idée d'avoir des espaces non partisans où les femmes peuvent collectivement faire part de leurs expériences en politique — leurs espoirs, leurs rêves, leurs craintes. Je pense que cela peut être très positif pour les femmes. Cela dit, lorsque nous parlons de formation, je me demande à tout le moins si le gouvernement devrait rendre la formation obligatoire ou si les femmes devraient prendre l'initiative de chercher à obtenir une formation sans but lucratif.

Je pense que le problème, lorsque le gouvernement s'occupe de quelque chose comme la formation sexospécifique, c'est que vous n'êtes pas tout à fait certains des sources ou des résultats. Pour moi, cette question est très personnalisée. Lorsqu'il s'agit des femmes en politique, je considère que cette question est très personnelle. C'est pourquoi je pense que l'idée que les femmes travaillent ensemble, discutent de leurs problèmes et de leurs préoccupations avec d'autres personnes déjà en politique est vraiment positive. Je pense que la formation médiatique est un atout incroyable, surtout en ce qui concerne la façon de traiter les remarques sexistes. Je pense que cela peut être fait, encore une fois, par de jeunes femmes qui se réunissent à l'extérieur du gouvernement avec la curiosité de le faire elles-mêmes.

● (1605)

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Je vous remercie toutes les deux.

Puisque nous abordons le sujet des médias, je vous poserai les questions suivantes.

Que voudriez-vous voir de la part des médias? Comment devrait-on couvrir les gestes d'une politicienne élue, peu importe le palier de gouvernement? Que peut faire le gouvernement fédéral pour encourager les médias à couvrir les gestes et les discours des politiciennes de façon différente? Pensez-vous qu'on devrait les couvrir davantage selon la fréquence des discours ou le type de texte rédigé? Que dire des images des femmes véhiculées dans les médias comparativement aux images des hommes?

Quelles sont vos recommandations en lien avec les médias?

[*Traduction*]

Mme Kayleigh Erickson: Lorsqu'il s'agit des médias, la chose la plus importante est le langage que nous utilisons, comme dirigeants, pour parler des femmes en politique. Par exemple, lors des élections aux États-Unis, auxquelles j'ai prêté attention, Donald Trump a dit qu'Hillary Clinton n'avait pas l'air présidentiel. Qu'est-ce que cela signifie et est-ce que cela appuie vraiment l'idée que les femmes doivent avoir une certaine apparence pour occuper une charge politique, ce qui comporte de nombreuses connotations négatives différentes? Je pense que cela commence par la façon dont nous parlons des femmes qui occupent des postes de direction et la façon dont nous interagissons avec d'autres femmes à la Chambre. Par exemple, je pense que le premier point important est de ne pas faire de chahut fondé sur le sexe, de s'en tenir à la question à l'étude et de ne pas en faire une affaire sexospécifique.

Deuxièmement...

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Pensez-vous qu'il devrait y avoir des sanctions à cet égard?

[*Traduction*]

Mme Kayleigh Erickson: Je m'excuse?

Mme Anne Minh-Thu Quach: Oh, désolée. Pensez-vous que nous devrions avoir des sanctions pour ce genre de chahut?

Mme Kayleigh Erickson: Oui. Je pense que nous devrions prendre des mesures préventives ou disciplinaires. Je sais que Samara Canada a fait des commentaires sur différents types de mesures qui ont été examinées. Je pense que cela pourrait se résumer à de la formation — lorsque vous êtes élu à une charge politique, vous prenez le temps de discuter des façons d'intervenir respectueusement lorsque vous n'êtes pas d'accord avec votre collègue. Le Président a aussi l'occasion de demander aux députés de se retirer pendant un certain temps. Je pense qu'en mettant en place ce genre de mesures, vous vous engagez très fortement à faire en sorte d'inclure les femmes à la Chambre. Il existe certainement des mesures à prendre, préventives je l'espère, mais aussi disciplinaires, au besoin.

La présidente: Excellent. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Marc Serré, pour sept minutes.

M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.): Merci, madame la présidente.

C'est formidable. Je vous remercie infiniment toutes les deux de vos exposés. Évidemment, nous avons des approches différentes, ce qui est formidable. Je dis toujours qu'en politique, il suffit de choisir une voie, de s'impliquer et de se battre pour défendre son point de vue. Nous avons des voies différentes pour atteindre le même objectif: avoir un Canada meilleur, une société meilleure. Je vous remercie toutes les deux de vos opinions différentes.

Madame Erickson, vous avez parlé dans votre déclaration liminaire des courses à l'investiture et de certains obstacles. Pouvez-vous nous donner plus de précisions? Connaissez-vous aussi le projet de loi C-76, le projet de loi qui vient d'être présenté, et avez-vous des suggestions ou des commentaires relativement à ce texte législatif?

Mme Kayleigh Erickson: Je ne connais pas vraiment le projet de loi C-76, mais je peux vous en dire plus sur les courses à l'investiture. Cela commence par le recrutement. Je sais, par exemple, que le Parti libéral du Canada a établi des cibles internes volontaires, mais qu'il a eu des difficultés à les atteindre. Nous devons nous assurer d'avoir des mécanismes d'application au sein des partis, si c'est volontaire, pour nous assurer d'atteindre les objectifs en ce qui concerne la diversité des candidats.

Je vais donner un exemple d'une course à l'investiture et ce que cela signifie pour les candidats éventuels. Nous savons que les femmes sont susceptibles de l'emporter dans des collectivités très diversifiées. On sait qu'aux élections de 2015, par exemple, les femmes qui se sont présentées pour les libéraux et les conservateurs ont gagné moins souvent que leurs collègues masculins. Je pense qu'il est important de savoir qui on recrute, parce que cela peut se traduire par des candidatures éventuelles, ce qui a des répercussions importantes sur le genre de femmes qui sont élues en politique.

Je vais donner un exemple de solution. Récemment, le Nouveau-Brunswick a publié sa première stratégie proactive visant à accroître la représentation des femmes et a établi un lien entre les subventions par vote et le sexe des candidats proposés. Non seulement cela encourage les partis à présenter des femmes, mais cela les incite financièrement à les faire élire dans des circonscriptions où elles ont en réalité la possibilité d'être élues.

● (1610)

M. Marc Serré: À propos des Héritières du suffrage, de la participation à un parlement modèle ou d'autres initiatives, on sait à quel point le mentorat est important.

Avez-vous des suggestions ou des recommandations à faire au Comité sur l'importance des programmes de mentorat ou sur ce sujet en général?

Mme Kayleigh Erickson: Tout d'abord, je pense que le gouvernement pourrait fournir des fonds à ces organismes en mal de financement qui font déjà de l'excellent travail. Par exemple, Canadian Women Voters Congress a malheureusement été démantelé en novembre, alors À voix égales s'est engagée à profiter des occasions de formation en camp d'entraînement, trois jours pendant lesquels les femmes peuvent se réunir et explorer différentes questions et essayer de mener leur propre campagne et de parler de ce à quoi cela ressemble et répondre aux questions des médias, ce qui est vraiment formidable.

Je vous donne un exemple. La Suisse a créé un programme de mentorat femmes-femmes en 1999 pour sensibiliser plus de jeunes femmes, pour créer des réseaux, parce qu'on sait que les femmes, comparativement aux hommes, ont moins de possibilités de réseautage avec les milieux politiques et d'affaires qui, souvent, soutiennent financièrement les candidats aux élections. En cinq ans, 250 personnes ont participé à ce programme et les mentorés ont dit qu'il les a amenés à s'intéresser davantage à la politique et leur a permis d'établir leur réseau, d'avoir davantage confiance en leur capacité de parler en public et de mieux planifier leur carrière et leur avenir. Bon nombre d'entre eux vont maintenant se présenter aux élections.

M. Marc Serré: J'ai une autre question. Je vous la pose à toutes les deux et peut-être pourriez-vous répondre en premier, madame Erickson.

D'après la documentation que nous ont fournie les analystes, on est au 60e rang dans le monde pour ce qui est du pourcentage de femmes en politique et seulement 27 % des parlementaires sont des femmes. Ce n'est pas un grand pourcentage et il n'a guère varié. Certains diront qu'il faut secouer le système et prendre des mesures draconiennes — des quotas peut-être.

La France a une loi sur la parité et le Mexique a eu recours aux quotas.

J'aimerais savoir ce que vous pensez toutes les deux que l'on peut faire à très court terme pour provoquer le choc et vraiment amener plus de femmes à participer et à être élues dans les Chambres provinciales et fédérales.

Mme Kayleigh Erickson: On peut recourir à bon nombre de stratégies pour avoir un impact à court terme. Le contingentement pourrait en être une. Le Rwanda, par exemple, a un quota constitutionnel. Il y en a différents types. Les quotas législatifs ont également fait leurs preuves.

Encore une fois, cela dépend du contexte et des pays dans lesquels on les met en oeuvre, parce qu'il faut tenir compte des spécificités sociales et culturelles.

Il est vrai que le Canada est à la traîne en ce qui concerne la représentation des femmes et que l'on doit s'inspirer de pays comme le Rwanda et les pays scandinaves qui ayant adopté des politiques volontaristes en la matière sont maintenant considérés comme à l'avant-garde.

La réforme de notre système de financement politique me semble aussi vraiment importante parce qu'on sait que les femmes dépensent 10 % de plus que les hommes dans les campagnes électorales. On sait que mener une campagne réussie peut coûter jusqu'à 200 000 $. Il faut donc offrir davantage d'incitatifs. Je sais que certains partis politiques ont des fonds, mais ce sont des montants vraiment minuscules par rapport au coût réel d'une candidature.

Voilà déjà deux changements.

Le troisième consisterait, selon moi, à revoir notre système électoral et peut-être à passer du scrutin majoritaire uninominal à un tour à un système de représentation proportionnelle.

M. Marc Serré: Madame Marriott, avez-vous des recommandations à formuler? Comme je le disais, on est au 60e rang dans le monde. Que recommanderiez-vous pour secouer le système et faire rapidement grimper ce pourcentage?

Mme Shal Marriott: Une pause de réflexion s'impose pour tenter de comprendre pourquoi il semble si important de secouer le système. On est peut-être 60e au classement mondial et l'on a peut-être moins de 30 % de parlementaires femmes, mais j'aime à penser que nos députés femmes sont vraiment étonnantes. On devrait les mettre à l'honneur et souligner le fait qu'elles ont travaillé dur pour leur poste et qu'elles sont des modèles pour les jeunes femmes.

Mais on a beau chercher à se fixer des objectifs, à passer à 40 ou 50 %, on ne sait pas si les électeurs éliront 40 ou 50 % de femmes. Si 40 ou 50 % des sièges à la Chambre seront occupés par des femmes qui sont qualifiées à leurs yeux.

Le pire quand on établit des cibles, des chiffres ou des objectifs arbitraires, faute de disposer des renseignements nécessaires, c'est qu'on pousse les femmes qui n'ont pas de convictions bien arrêtées ou qui ne veulent pas se mêler de politique, à se sentir coupables et à se dire: « Je devrais faire ce qui est juste selon mon sexe; je devrais m'impliquer. » Je ne crois pas que ce soit une attitude que l'on souhaite encourager.

Soixantième — qui s'en soucie, quand on a déjà des femmes aussi fortes ici?

● (1615)

La présidente: Merci beaucoup.

On passe maintenant au deuxième tour de parole. On commencera par Stephanie Kusie, pour cinq minutes.

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Merci beaucoup, madame la présidente.

Merci à vous deux, Shal et Kayleigh, d'être ici aujourd'hui.

Kayleigh, je tiens à dire que j'ai beaucoup de respect pour le Canadian Women Voters Congress. J'ai été présidente du chapitre sud de l'Alberta pour À voix égales et j'ai appris à connaître Kara Levis au cours des dernières années. Bien sûr, elle s'est présentée à la direction du Parti de l'Alberta. Je pense qu'elle est une personne exceptionnelle. Vous êtes assurément en bonne compagnie.

Shal, pouvez-vous, s'il vous plaît, citer des cas où vous estimez avoir reçu des conseils propres à aider une jeune femme à s'orienter en politique?

Mme Shal Marriott: Quand j'ai débuté en politique, je penchais plutôt du côté des marchés libres, des idées libres et des droits et libertés fondamentaux, ce qui est généralement considéré comme de droite. Je ne dis pas cela pour parler de mon idéologie personnelle, qui ne me semble pas nécessairement pertinente ici, mais il n'est pas de bon ton apparemment pour une femme de laisser entendre qu'elle pourrait être de droite et cela lui vaut d'être aussitôt ostracisée. Nombre de femmes qui partagent mon point de vue ou sont politiquement proches de moi, soutiennent qu'on doit appuyer le financement gouvernemental pour tout, des garderies aux soins de santé et autres programmes de ce genre. Encore une fois, il ne s'agit pas seulement de moi. À croire que beaucoup de femmes qui se considèrent même conservatrices, se sentent ostracisées par le discours politique d'aujourd'hui, surtout parmi les jeunes. Elles estiment ne pas pouvoir être féministes et conservatrices, parce que les valeurs féministes sont en quelque sorte contraires aux croyances des conservateurs. Dans ce cas-ci, je veux dire conservateur avec un c minuscule.

Je me passionne par exemple pour le débat pro-vie/pro-choix, et mon opinion en la matière importe peu, je pense, parce que j'ai des amis dans les deux camps qui se rabaissent mutuellement et se battent constamment et qui donnent l'impression qu'il y a une bonne et une mauvaise réponse pour les femmes.

Mme Stephanie Kusie: Merci.

Ma collègue, Rachael Harder, a posé une question semblable, mais je vous poserai celle-ci également. Si ce n'est pas par l'entremise des politiques et des processus gouvernementaux, qu'est-ce qui doit se passer dans la société pour que les femmes aient des chances égales, y compris celle de se porter candidates, selon vous?

Mme Shal Marriott: On doit, je pense, sensibiliser davantage les gens au fait que les femmes ont été en politique, qu'elles sont en politique, faire savoir qui elles sont et ce qui a contribué à leur réussite. Je crois qu'il est bon de personnaliser à cet égard. Vous êtes une femme qui a été élue. Partagez vos expériences. Dites à quoi elles peuvent s'attendre, quelles inquiétudes et craintes vous avez pu avoir — peut-être pas pendant un cycle électoral, mais certainement en dehors de celui-ci — à ces jeunes femmes passionnées et enthousiastes, mais hésitantes. Ne leur brossez pas le tableau idyllique et mensonger de ce que nous voulons tous que la politique soit. Soyez honnête. C'est ce que l'on peut faire de mieux pour commencer, je crois.

En dehors de cela, j'ai toujours cru fermement qu'il fallait parler aux gens individuellement, aller dans les cafés et organiser des assemblées publiques. La première fois que j'ai pris la parole à ce sujet, c'était lors d'une assemblée publique organisée dans la circonscription d'Ottawa-Ouest—Nepean. C'était une belle expérience, parce que j'ai pu exprimer mes opinions. J'ai entendu d'autres personnes qui n'étaient pas d'accord, et nous avons eu une conversation communautaire avec un député qui nous écoutait. Je pense que c'est vraiment là que le changement commence, au niveau de la base, en ayant des conversations individuelles, en parlant des enjeux, des vrais et des faux, et de ce qu'il faut améliorer concernant la représentation et l'expression des femmes.

Mme Stephanie Kusie: Merci.

Vous avez donné un exemple tout à l'heure de femmes jugées inaptes à la vie publique en raison de leurs croyances personnelles, comme être pro-vie. Pensez-vous que les femmes pro-vie devraient être exclues du poste de présidente de Comité en raison de cette croyance?

Mme Shal Marriott: Je suis contente que vous posiez cette question, parce que je trouve ça absolument ridicule. Je pense que toute femme parfaitement qualifiée et élue démocratiquement devrait pouvoir occuper la présidence comme elle le mérite. Je pense que dénigrer cette femme et dire qu'elle est anti-femmes est tout à fait contraire à l'esprit d'un comité sur les femmes. Je n'arrive pas à croire qu'un comité qui croit dans l'esprit de la démocratie et de l'égalité puisse faire cela.

● (1620)

Mme Stephanie Kusie: Merci, Shal.

Pour faire suite à la question de mon collègue, Marc Serré, pensez-vous qu'il soit préjudiciable aux femmes de leur réserver des quotas dans les partis, et si oui, en quoi?

Mme Shal Marriott: Je crois que ces quotas de parti sont l'une des pires choses que l'on puisse faire pour promouvoir l'égalité des femmes, parce qu'ils rabaissent les femmes en les réduisant à leur sexe. On peut froncer les sourcils sur les hommes qui nous sifflent pour nos talons, mais est-ce pire qu'une femme qui dit à une autre femme: « Tu n'es rien d'autre que ces talons? » Pour moi, les quotas procèdent de la même attitude.

La présidente: Excellent. Merci, Shal.

Mme Stephanie Kusie: C'est avoir l'air...

La présidente: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à Sean Fraser pour les cinq prochaines minutes.

Allez-y, Sean.

M. Sean Fraser (Nova-Centre, Lib.): Merci beaucoup. Merci à vous deux d'être parmi nous.

Ma première question s'adresse à Kayleigh.

Vous avez mentionné avoir participé à l'exercice Héritières du suffrage. Y a-t-il de ce fait plus de chances que vous vous présentiez aux élections à l'avenir?

Mme Kayleigh Erickson: C'est sans aucun doute plus probable, parce que grâce à cette expérience, j'ai maintenant des mentors. J'ai maintenant un réseau de 337 filles partout au Canada auxquelles je peux m'adresser. Je peux poser des questions. Apporter mon soutien. Elles m'aideront à diffuser les supports d'information que je produis. Elles me feront part de leurs idées et de leurs expériences. Maintenant, suite à cette expérience, j'ai vraiment un réseau solide et des mentors qui pourront me soutenir.

M. Sean Fraser: À propos de ces forums ou tribunes qui voient le jour grâce, en partie, à un financement public, on a souligné à l'occasion de la comparution de Statistique Canada, qu'on ne fait pas grand-chose comme étude longitudinale pour suivre les femmes qui y participent afin de voir si elles finissent par se présenter aux élections 5, 10 ou 20 ans plus tard.

Pensez-vous qu'il serait utile d'organiser un tel suivi pour tenter de savoir si les statistiques corroborent l'anecdote que vous venez de raconter?

Mme Kayleigh Erickson: Ce serait intéressant, je pense. Ma propre expérience avec le Canadian Women Voters Congress m'a montré que par la suite nombre de femmes ont mené des campagnes couronnées de succès. Mais l'important selon moi n'est pas tant que les femmes se présentent aux élections, mais plutôt qu'elles s'impliquent sur le plan politique, que ce soit en travaillant à une campagne, en faisant du porte-à-porte ou de quelque autre façon. Voilà selon moi les contextes où les femmes sont encouragées à s'impliquer et peuvent mesurer leurs avancées, que ce soit en tant que présidente de campagne ou, espérons-le, en devenant elles-mêmes candidates.

M. Sean Fraser: Vous avez également mentionné que vous avez participé à un gouvernement étudiant. J'ai commencé de la même façon. L'une de vos consœurs d'Héritières du suffrage est actuellement présidente du syndicat étudiant de l'Université St. Francis Xavier, une personne extraordinaire.

Je me demande si l'on accepte votre position selon laquelle, oui, cela fait que les gens sont plus susceptibles de s'engager ou même de se présenter aux élections à l'avenir, qu'il s'agisse de la politique étudiante, du mentorat des Héritières du suffrage, d'une simulation de Parlement ou d'exercices de type ONU... À la fin de ce rapport, le Comité va recommander au gouvernement de faire ceci ou cela, ou peut-être de ne rien faire, pour aider les femmes à prendre une part plus active à la vie politique. Selon vous, comment pouvons-nous frayer la voie à une participation plus active et durable des jeunes femmes en particulier, au débat civique au Canada?

Mme Kayleigh Erickson: L'un des moyens, je pense, consiste à consacrer davantage de fonds aux mécanismes déjà en place. Encore une fois, je pense que cela tient en grande partie au discours que nous, les dirigeants politiques, tenons sur les femmes en politique. Par exemple, j'ai constaté que ces sessions de simulation du Parlement ont tendance à reproduire la plupart de ce qu'on n'aime pas de la politique fédérale. Les jeunes femmes observent la façon dont les dirigeants de leur pays se positionnent sur les questions de genre. Malheureusement, dans le cadre de ces mentorats ou des rassemblements qu'on organise, on recrée parfois les mêmes situations.

M. Sean Fraser: Pour ce qui est de la réalisation pratique, s'il y a des groupes qui le font déjà, faudrait-il dire, selon vous, écoutez, on n'a pas besoin que le gouvernement gère directement ces programmes dans le cadre de Condition féminine Canada, mais il faut trouver les gens qui ont acquis l'expertise nécessaire et financer les organismes nationaux ou communautaires qui mettent sur pied les actions concrètes de formation, les exercices de simulation du Parlement et tout ce genre de choses?

Ce modèle serait-il un bon moyen pour le gouvernement de faire participer davantage de jeunes femmes à ce genre d'activité?

Mme Kayleigh Erickson: Oui, en général, mais je pense que si le gouvernement montait ses propres programmes de formation, ce serait un grand pas en avant. Sans toutefois perdre de vue à aucun moment que, comme je le disais, ce travail se fait déjà, même si les organisations manquent de personnel et sont sous-financées. Si l'on augmente le financement, il est possible d'élargir ces programmes. Il y a des possibilités d'aller dans des circonscriptions rurales où nous savons qu'il y a un fossé entre les régions rurales et urbaines.

M. Sean Fraser: Il nous reste 45 secondes.

L'une des difficultés auxquelles on se heurte quand on tente d'amener les partis politiques à faire des choses qui... La plupart des partis politiques sont maîtres de leur propre destinée, sous réserve des exigences de la loi. Parmi tout ce que l'on peut faire pour inciter les partis politiques à trouver des candidates disposées à se présenter aux élections, et il y en a, quelle serait la chose à retenir?

● (1625)

Mme Kayleigh Erickson: La chose à faire, si l'on ne met pas en place un quota pour tous les partis, c'est de travailler au sein de chaque parti pour accroître la représentation des femmes et faire appliquer les mécanismes que vous mettez en place dans votre propre parti politique pour accroître la représentation des femmes dans l'ensemble, parce qu'on sait que ce n'est pas une question qui concerne un seul parti. C'est un problème qui touche tous les partis.

M. Sean Fraser: Excellent. Merci beaucoup.

La présidente: Merci beaucoup.

J'aimerais vraiment remercier Kayleigh et Shal de participer à notre premier groupe de témoins.

Nous allons conclure avec ce groupe de témoins, passer au deuxième groupe et reprendre dans environ deux minutes.

● (1625)

(Pause)

● (1625)

La présidente: Nous reprenons nos travaux. Merci beaucoup à tous d'être revenus.

Nous avons le plaisir d'accueillir Nancy Peckford. Et, Eleni, comment se prononce votre nom de famille?

L'hon. Eleni Bakopanos (membre du Conseil d'administration national, À voix égales): Exactement comme c'est écrit — Eleni Bakopanos.

● (1630)

La présidente: Oh, bonté divine! Merci beaucoup. Elle est membre du conseil national d'À voix égales Canada. Nous accueillons également Michaela Glasgo, qui comparaît à titre personnel.

Merci beaucoup d'être venus. On commencera par À voix égales, pour sept minutes.

Mme Nancy Peckford (directrice exécutive, À voix égales): Merci beaucoup.

Tout d'abord, je salue les efforts du Comité pour revoir ce sujet. Évidemment, un an après les élections fédérales, compte tenu du travail qui se fait partout au pays, il est vraiment important de poursuivre le débat et de trouver des façons nouvelles et novatrices d'attirer plus de femmes en politique.

Eleni et moi partagerons notre temps de parole. Je vous ferai une brève présentation d'À voix égales. Vous savez, je pense, que nous sommes une organisation nationale multipartite née il y a 15 ans qui milite en faveur de l'élection d'un plus grand nombre de femmes à tous les niveaux de gouvernement, en fait.

Nous sommes ravis d'être ici aujourd'hui non seulement en raison de l'excellente discussion sur notre programme Héritières du suffrage dont nous sommes très fières mais aussi parce qu'À voix égales a le mandat fédéral de favoriser un changement systémique partout au Canada. Donc, le moment choisi pour cette invitation était excellent parce que l'on vient tout juste d'élaborer un plan en 12 points, non seulement pour l'arène fédérale, mais aussi pour d'autres institutions et administrations politiques, afin de vraiment évaluer dans quelle mesure elles incarnent des milieux de travail inclusifs et durables pour les femmes de tous les partis.

À cette fin, nous avons un plan en 12 points ainsi qu'un mémoire et un tableau. Je demanderai à Eleni de vous parler des premiers éléments de cette analyse que nous remettons au Comité, puis je conclurai.

[*Français*]

L'hon. Eleni Bakopanos: je vous remercie beaucoup de me donner l'occasion de vous faire part de nos recommandations. Le greffier vous a distribué à tous un exemplaire.

[*Traduction*]

Nous avons pensé l'écrire pour que vous ayez au moins l'occasion de l'examiner. Nous n'allons pas nous attaquer aux problèmes, mais nous voulions vous présenter un exposé très concret et vous donner des idées sur les changements systémiques qui, selon nous, devraient être apportés, ce qui, en fait, fera tomber à long terme les obstacles qui empêchent un plus grand nombre de femmes de se lancer en politique.

Pour ceux qui ne le savent pas, lorsque j'ai été élue à 39 ans, j'avais deux jeunes enfants d'un an et demi et trois ans et demi. Il y a un grand obstacle dont les femmes ne cessent de me parler parce que tout le visage du Parlement a changé. Une nouvelle génération, hommes et femmes, je tiens à le souligner, et la plupart d'entre eux aimeraient être parents. L'un des plus grands obstacles que nous constatons, c'est la façon dont le Parlement s'occupe de ces familles.

Il y a bien sûr une garderie, mais nous en recommandons davantage.

[*Français*]

Dans notre document, nous disons qu'il faut trouver un équilibre entre le travail et la famille et accommoder ceux et celles qui veulent faire garder leurs enfants sur la Colline du Parlement.

Nous demandons que les services de garde sur la Colline soient élargis aux nourrissons et aux bambins après les heures normales de travail. Souvent, les parlementaires sont obligés de siéger tard dans la soirée. Hier soir, par exemple, ils ont fini de voter à minuit. Si une députée a un jeune enfant, que fera-t-elle de lui si son mari ou quelqu'un d'autre n'est pas ici pour s'en occuper?

[*Traduction*]

Nous recommandons de prolonger la période de garde des enfants et d'établir un calendrier parlementaire qui tiendra compte des besoins des parents de jeunes enfants.

Notre deuxième recommandation consiste à porter à 60 jours le congé de la Chambre des communes pour les députées qui deviennent parents. À l'heure actuelle, comme vous le savez tous, ce congé ne dure que 21 jours ce qui, à notre avis, est insuffisant pour une nouvelle mère ou un nouveau père avant son retour au travail. De toute évidence, ils travaillent dans leur circonscription, parce que je ne pense pas qu'il y ait de congé pour un député, quelle que soit sa situation personnelle. J'ai toujours dit que ce n'est pas un travail d'être député; c'est un engagement et une charge publique. Je pense que le fait de porter le congé à 60 jours donnerait un peu plus de latitude aux parents pour profiter des premiers mois de la vie de leur nouveau-né.

On veut aussi permettre la participation virtuelle et le vote lors des réunions des comités parlementaires parce que la technologie permet actuellement de le faire. Quand j'étais députée, la technologie était un peu rudimentaire, mais il est maintenant possible de voter à distance. Il est aussi possible d'entendre des témoins et d'assurer leur participation à distance. Nous aimerions que les nouveaux parents puissent voter de leur circonscription et participer aux travaux des comités, s'ils ne peuvent se rendre à la Chambre avant et après la naissance. La nouvelle technologie permet cela.

Nous aimerions également réduire l'obligation de déplacement des députées enceintes et des nouvelles mères en instaurant les accommodements que nous recommandons, c'est-à-dire leur permettre de travailler à distance, ainsi qu'en apportant d'autres rajustements au calendrier.

Je cède la parole à Nancy.

● (1635)

Mme Nancy Peckford: Dans le budget fédéral de 2018, le gouvernement s'est engagé à élargir les services de garde afin de mieux répondre aux besoins des députés. De plus, la prévisibilité est évidemment un facteur important. Nos recommandations en matière de changements systémiques sont fondées sur une enquête mondiale sur ce que font les assemblées législatives du monde entier, grâce à certains travaux réalisés en collaboration avec Grace Lore, une chercheuse de longue date chez À voix égales.

Évidemment, nous pensons que la prévisibilité que procure le maintien de l'engagement actuel à l'égard des élections à date fixe est assez importante. De plus, le débat qui fait rage sur la façon de structurer la semaine de séance parlementaire pour que les députés qui sont des parents puissent retourner dans leur circonscription et travailler dans leur circonscription mérite d'être discuté. Nous sommes en général en faveur de considérer les vendredis comme des journées pour permettre aux parlementaires d'être dans leur circonscription.

Du point de vue de la durabilité, qui est une question clé pour de nombreuses femmes en politique ainsi que pour leurs homologues masculins, nous sommes vraiment en faveur d'une augmentation des budgets des bureaux des députés afin d'assurer une meilleure couverture des circonscriptions en particulier, compte tenu du rôle que les députés jouent dans leurs circonscriptions à titre d'ombudsman, d'agents de liaison et ainsi de suite. Nous sommes fermement convaincues qu'il faut revoir les budgets des bureaux de circonscription pour nous assurer qu'ils sont vraiment bien appuyés. Comme vous ne serez pas surpris de le constater, il est important de veiller à ce que les députés soient rémunérés de façon concurrentielle afin que le bassin complet de talents des femmes au Canada puisse vraiment se pencher sur la possibilité d'être élues au niveau fédéral et la saisir pleinement.

Enfin, nous formulons des recommandations en matière de sécurité afin de nous assurer qu'il existe des politiques rigoureuses en matière de harcèlement. En fait, À voix égales a élaboré toute une matrice de ce qui constitue une bonne politique. Les politiques fédérales à la Chambre des communes sont en grande partie solides, mais nous suggérons fortement une mesure supplémentaire pour assurer une indépendance totale dans le suivi, la surveillance et la déclaration des résultats des enquêtes.

Enfin, cela ne figure pas dans votre tableau, mais nous aimerions aussi appuyer ce que vous avez entendu d'un témoin précédent. Nous estimons qu'un mécanisme de financement électoral pour inciter les partis à établir un seuil convenu pour les femmes serait utile. Merci.

La présidente: Merci beaucoup de votre déclaration préliminaire.

Michaela Glasgo, vous avez maintenant sept minutes.

Mme Michaela Glasgo (à titre personnel): Merci, madame la présidente, de m'avoir invitée ici aujourd'hui pour vous donner mon point de vue sur les obstacles auxquels les femmes sont confrontées en politique au Canada. C'est un sujet qui me touche personnellement, et je me sens honorée de pouvoir partager certaines de mes expériences et réflexions sur ce sujet.

Je viens d'une famille nombreuse, unie et solidaire, et leur exemple fait partie intégrante de la formation de mon identité. Je suis née à Medicine Hat et je continue de vivre dans le sud de l'Alberta en raison de mon amour pour la collectivité et les gens qui y vivent.

C'est difficile à dire quand mon intérêt pour la politique a débuté officiellement, mais ma famille m'a toujours encouragée à redonner à ma collectivité et à laisser derrière moi une situation meilleure que celle que j'ai trouvée. Sur le plan scolaire, mes intérêts étaient variés, et à la fin du secondaire, j'ai décidé de m'inscrire à un programme de baccalauréat ès arts en sciences politiques à l'Université de Lethbridge.

En 2015, Mme Harder m'a invitée à faire partie de son équipe de campagne, ce qui a vraiment lancé mon engagement bénévole. C'était inspirant de voir en action une candidate jeune, compétente et ayant réussi. Cela m'a incité à briguer des postes au sein des conseils conservateurs locaux, tant au niveau fédéral que provincial.

En 2017, après une rencontre avec les Héritières du suffrage, un groupe d'amies et moi avons fondé Story of a Tory, un programme dans lequel nous cherchons à dissiper les mythes au sujet des femmes conservatrices. Cette idée est née d'une insatisfaction à l'égard de la façon dont nous sommes dépeintes dans les médias, par les organisations et par la société dans son ensemble.

À ce jour, Story of a Tory a publié plus de 50 articles d'opinion et entrevues, a appuyé une pétition qui a attiré l'attention nationale et a été déposée à la Chambre des communes, et a été présentée par plusieurs grands médias. Nos histoires sont racontées par six auteures régulières de partout au pays qui ont des antécédents personnels variés. Même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, nous sommes unies par notre désir de modifier les perceptions.

J'ai décidé récemment de faire le saut et de proposer officiellement ma candidature à une charge élective. Je sollicite actuellement l'investiture du Parti conservateur uni de l'Alberta dans la circonscription de Brooks—Medicine Hat.

La décision que j'ai prise de me porter candidate à ce parti a été facile. Au niveau organisationnel, le Parti conservateur uni a un conseil d'administration paritaire — un groupe d'hommes et de femmes compétents. Cela a été établi de façon organique, et non par une méthode de soutien, et certainement pas à cause d'un quota arbitraire. De plus, près de 40 femmes se portent candidates à l'investiture dans 87 circonscriptions, et de nouvelles personnes s'inscrivent chaque jour.

En me préparant pour mon témoignage d'aujourd'hui, j'ai réfléchi au sujet à l'étude. Quels obstacles ai-je rencontrés comme femme jusqu'à maintenant dans ma vie? Certains diront peut-être que la décision que j'ai prise de me porter candidate a été rendue d'autant plus difficile par des obstacles systémiques ou par la marginalisation générale, mais je rejette catégoriquement cette affirmation. Comme Canadienne, et surtout comme conservatrice, je me sens encouragée par les actions de celles qui m'ont précédée. Depuis des dizaines d'années, les femmes sont à l'avant-garde du mouvement, qui prend de l'ampleur et le renforce aux côtés de leurs homologues masculins. À mon avis, il n'y a pas de meilleur moment pour entrer dans ce domaine, surtout en Alberta et sous la direction de Jason Kenney.

M. Kenney a exprimé directement son désir de voir davantage de femmes se porter candidates. Dans une entrevue que j'ai menée avec lui en 2017, pour Story of a Tory, il a déclaré:

> [...] au Parti conservateur, nous avons besoin de femmes fortes [...] Nous [...] croyons en la liberté [...] le droit (des gens) de définir leurs propres valeurs politiques. Il est insultant et antidémocratique de laisser entendre qu'une personne doit être un membre captif d'un groupe identitaire plus souvent associé aux valeurs de gauche.

Je n'aurais pu dire mieux.

Le problème ou l'obstacle le plus pressant auquel font face les femmes en politique aujourd'hui est le fait qu'il y a des partis qui sont déterminés à parler au nom de toutes les femmes comme s'il s'agissait d'une sorte de catégorie d'identité bloquée, ce qui va à l'encontre de leur liberté de s'auto-identifier. Lorsque nous présumons que les femmes, dans leur ensemble, ne peuvent pas s'associer séparément selon leurs opinions individuelles et leurs convictions morales, mais qu'elles doivent agir selon cette catégorie de genre amorphe et définie socialement, nous ne progressons pas, mais nous régressons. Il serait beaucoup plus avantageux de reconnaître la diversité des opinions et de promouvoir la liberté d'association sans indiquer virtuellement les bonnes et les mauvaises façons de politiser la condition féminine.

De plus, si mon appartenance à un parti politique ou ma capacité d'être élue dépend d'un quota arbitraire plutôt que du mérite de mes actions et de la force de mes convictions, ce n'est pas une victoire pour moi ni pour qui que ce soit d'autre.

Je crois en la liberté des membres d'élire des femmes comme candidates compétentes. Ces femmes, comme toute autre personne qui s'attend à réussir, devront frapper à des milliers de portes, proposer des politiques novatrices et travailler le plus fort possible pour gagner leur place.

Ce besoin de catégoriser les femmes est de plus en plus présent à tous les niveaux. Par exemple, on l'a vu ici même dans ce groupe. Mme Harder n'a pas été autorisée à présider ce comité — une décision fondée sur des hypothèses réductrices selon lesquelles elle est incapable de réfléchir objectivement et d'agir de façon judicieuse et indépendante de ses convictions personnelles. Pire encore, pour être le bon genre de femme, elle doit adhérer à une certaine orientation idéologique.

Nous nous plaignons du fait que les femmes en politique sont réduites à des stéréotypes, et qu'on les dit émotives, froides ou incompétentes. Cependant, avec la décision du comité de retirer la nomination de Mme Harder, ces stéréotypes ont été reproduits directement.

● (1640)

Il n'y aura jamais de solution parfaite pour atteindre la parité hommes-femmes au Parlement ou dans les diverses assemblées législatives du pays, mais la « parité » telle qu'elle est définie ne me plaît pas. La parité, définie comme un 50 % arbitraire et obligatoire, est un principe contre-productif. L'action positive ne remplacera jamais l'initiative organique.

Les femmes se porteront candidates à des partis politiques dotés d'un solide programme politique qui reflète fidèlement leurs points de vue. Plus nous serons traités équitablement comme personnes et comme égales, plus cette dynamique prendra de l'ampleur. Comme l'a dit une de mes consœurs de Story of a Tory, « si vous voulez une place à la table, prenez une chaise ».

Merci.

La présidente: Excellent. Merci beaucoup.

Nous allons maintenant commencer notre tour de sept minutes, en commençant par Emmanuella Lambropoulos.

Mme Emmanuella Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): Merci madame la présidente.

Je remercie les témoins qui sont ici aujourd'hui pour répondre à certaines de nos questions et pour nous aider à rendre la Chambre des communes et d'autres arènes politiques plus justes et égales.

Tout d'abord, les derniers témoins que nous avons entendus mardi provenaient en fait de Statistique Canada. Nous avons appris que les femmes sont tout aussi susceptibles que les hommes de signer des pétitions ou de boycotter certains produits, ce qui est très politique. Cependant, lorsqu'on leur demande si elles s'intéressent à la politique, elles sont beaucoup moins susceptibles de s'y intéresser. Cela donne à penser que le mot « politique » pose peut-être un problème, et peut-être parce que les hommes ont toujours été plus actifs en politique, les femmes ne se considèrent pas nécessairement comme des personnalités politiques.

J'aimerais savoir comment vous rejoignez les femmes. Parlez-vous précisément de faire élire des femmes, ou essayez-vous de trouver d'autres façons d'intéresser les femmes à la politique?

L'hon. Eleni Bakopanos: Je vais commencer par dire que nous devons changer le langage utilisé. Emmanuella, vous avez tout à fait raison. Vous m'avez entendu parler de « charge publique » et pas nécessairement de « politique ». Je pense qu'il faut commencer à utiliser un langage différent, pour les hommes comme pour les femmes en politique.

Je commencerais, tout d'abord, par les encourager à utiliser d'autres termes pour définir certains aspects et certaines responsabilités de la fonction.

Pour moi, c'est d'une « charge publique » dont il est question, et non de « politique ».

Je cède la parole à Nancy.

● (1645)

Mme Nancy Peckford: Je pense qu'il faut inviter les femmes en politique. Je le vois tout le temps de multiples façons. Les femmes sont de formidables leaders communautaires, mais elles n'ont pas accès à des espaces politiques officiels, qu'il s'agisse d'associations de circonscription, de congrès de parti ou de quoi que ce soit d'autre. Il y a une cohorte particulière de femmes de tous les partis qui sont très engagées, mais quand on regarde celles qui sont désengagées...

Je donne l'exemple des Héritières du suffrage. Nous avons délibérément déterminé comment nous voulions parler de politique, parce que nous n'en parlions simplement pas. Nous avons établi que la Chambre des communes représentait une occasion particulière, et il ne fait aucun doute qu'il y a des femmes, qui étaient très politisées, qui se sont invitées à la table et qui ont décidé d'occuper une chaise.

Il y a toutefois beaucoup d'autres femmes qui n'auraient pas, selon moi, profité de l'occasion pour présenter une demande, si nous n'avions pas bien encadré notre proposition, c'est-à-dire en posant les questions suivantes: Comment exercez-vous le leadership dans votre collectivité? Quelle est votre connexion avec la collectivité? Comment exercez-vous votre participation? À quoi ressemble le leadership pour vous? Quelle est votre vision du leadership? Comment voulez-vous faire une différence? Ce sont des questions comme celles-là qui ont rendu l'occasion plus inclusive selon moi. Ensuite, quand elles sont arrivées ici, celles qui n'avaient pas de lien préexistant avec les espaces politiques pouvaient mieux comprendre et se sentir à l'aise.

Il est vraiment essentiel de réfléchir à la façon dont nous utilisons le langage en politique officielle. À voix égales, nous disons toujours que les femmes ne sont pas coupées de la politique et qu'elles ne sont pas désengagées du leadership. Elles font beaucoup de travail chaque jour à bien des égards dans leur collectivité. Le défi consiste à trouver un moyen de combler l'écart qui les sépare de l'arène politique officielle, et je pense que nous pouvons le faire de bien des façons.

Mme Emmanuella Lambropoulos: Merci beaucoup.

On dit ici que vous travaillez avec tous les partis politiques pour faire participer les femmes à la vie politique. Quels moyens utilisez-vous, à part les partis politiques?

Mme Nancy Peckford: Nous créons des occasions de réseautage essentielles qui attirent des femmes de tous les partis par l'entremise de nos 15 sections, ainsi que des sections sur les campus, où nous insistons vraiment pour que les comités directeurs de chacune de ces sections comptent des représentantes de tous les partis. Des femmes de toutes allégeances peuvent donc composer chacune de nos sections À voix égales, de sorte qu'encore une fois, les femmes s'intègrent en fonction de ce qu'elles connaissent ou de ce qu'elles reconnaissent dans la collectivité.

Ces sections multipartites sont très importantes pour nous, car elles nous permettent de réunir des femmes et d'insister sur le fait qu'ensemble, nous bénéficions toutes de diverses expressions du leadership. C'est comme la capacité que nous avons en nous-mêmes au sein de notre organisation, et la capacité qu'ont des femmes qui ne se parlent pas nécessairement beaucoup normalement en raison de différences partisanes, de se réunir et de réfléchir plus stratégiquement à l'augmentation du nombre de femmes en politique.

L'hon. Eleni Bakopanos: Nous constituons aussi beaucoup de groupes de discussion auxquels nous invitons des femmes de tous les partis pour discuter des enjeux.

Par exemple, à Montréal, la section du Québec a mis sur pied un groupe de discussion sur les défis auxquels font face certaines conseillères municipales lorsqu'elles accouchent pendant qu'elles exercent leur charge de conseillère, sur les défis à relever et sur la façon de changer la culture au niveau municipal. Ce n'est pas seulement au niveau fédéral. Nous travaillons aux niveaux municipal, provincial et fédéral.

Mme Emmanuella Lambropoulos: Pouvez-vous nous dire pourquoi vous pensez qu'il est important que 50 % des fonctions politiques soient occupées par des femmes, ou du moins par un pourcentage plus élevé de femmes?

L'hon. Eleni Bakopanos: Personnellement, je pense que lorsque les femmes sont plus nombreuses, la culture change.

J'aimerais répondre un peu à ce qui a été dit plus tôt au sujet d'un des témoins. Ce n'est pas le nombre qui pose un problème, mais il a été prouvé à maintes reprises — une analyse a été menée — qu'il faut au moins 30 % dans n'importe quelle institution pour pouvoir apporter des changements. C'est ce changement que les femmes apporteront à l'institution, alors ce n'est pas...

Je ne parle pas au nom d'À voix égales maintenant, mais je crois aux quotas. Je crois aussi au système utilisé en Europe où il n'y a jamais moins de 40 % et jamais plus de 60 % d'hommes ou de femmes dans une entreprise.

Je pense qu'il faut adopter de telles mesures pour pouvoir changer la culture, et réunir toutes les femmes de tous les horizons... La diversité est également importante.

Nancy, vous avez quelque chose à ajouter?

Mme Nancy Peckford: Oui. Je pense qu'aucune femme ne devrait être mandatée pour représenter toutes les femmes. Je pense qu'il y a énormément de diversité parmi les témoins que vous avez entendus, et qu'il y en aura encore.

Avec les Héritières du suffrage par exemple, encore une fois, nous voulions nous assurer de ne pas confier à un sous-ensemble très restreint de femmes la responsabilité de parler au nom de toutes les femmes.

Les femmes sont aussi hétérogènes que leurs homologues masculins, et à cette fin, il n'est pas juste de demander à une femme de défendre une idéologie, une perspective ou une expérience de vie fondée sur des connaissances qu'elle n'a tout simplement pas.

● (1650)

La présidente: Il vous reste 30 secondes.

Mme Emmanuella Lambropoulos: Pour ma dernière question, croyez-vous que si nous imposons des quotas ou si nous faisons élire plus de femmes, ce serait parce qu'elles ont subi des pressions ou de l'intimidation pour se présenter aux élections, ou pensez-vous qu'elles se présenteraient probablement de leur propre chef?

Mme Nancy Peckford: Je pense que les occasions se présentent de toutes sortes de façons. La façon d'y arriver et la façon dont les partis y parviennent résultent d'une discussion distincte au sein de chaque parti, mais qui s'applique davantage aux mécanismes, comme les incitatifs, et ainsi de suite.

La présidente: C'est excellent, merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à Stephanie Kusie, pour sept minutes.

Mme Stephanie Kusie: Merci beaucoup, madame la présidente.

Michaela, je tiens à remercier Story of a Tory d'avoir fait de moi la conservatrice du mardi d'il y a quelques semaines. C'était incroyablement flatteur.

Selon vous, comment se fait-il que les femmes conservatrices aient été aliénées du mouvement féministe?

Mme Michaela Glasgo: C'est une de mes questions préférées.

Souvent, quand on parle du mouvement féministe, un certain type de femme est cantonné à ce mouvement, et on y associe des idées de justice sociale et d'autres principes à la mode.

Dans le mouvement conservateur, une initiative très distincte vise à ne pas classer les gens dans une catégorie d'identité par échelon, alors que dans le cas du féminisme, tout tourne autour de cela. Tout dépend des difficultés ou du genre d'inégalité imbriquée qu'on peut établir pour créer cette catégorie de genre plus largement définie. Pour moi, c'est davantage une question de compétence que de tout cela.

Lorsque les conservatrices sont exclues de cette conversation, il est difficile de dire qu'il s'agit d'une conversation d'égale à égale, parce qu'il y a tout un sous-ensemble de la population qui est laissé de côté et à qui on ne demande pas son opinion ou son avis.

Mme Stephanie Kusie: Merci beaucoup.

Pourquoi pensez-vous qu'il est aussi important que des femmes conservatrices participent à la vie politique et se présentent aux élections?

Mme Michaela Glasgo: C'est très simple. Il y a des conservatrices et des conservateurs au pays, et ils méritent d'être représentés.

En ce qui me concerne, en Alberta, le chef du Parti conservateur uni, Jason Kenney, a incité directement les femmes à se porter candidates, mais ce n'était pas du tout une mesure de soutien. Je pense que c'était simplement son initiative de dire que les femmes devraient se présenter aux élections et que nous avons besoin de plus de femmes et qu'il faut se demander pourquoi il n'y en a pas plus.

Les femmes inondent les courses à l'investiture, et c'est merveilleux. Nous avons atteint la parité. Nous avons réalisé ces merveilleux objectifs auxquels tout le monde aspire, sans imposer de quota, sans même avoir à adopter de mesure systématique ou à apporter de modification systématique. Le mouvement vient de la base, ce qui le rend beaucoup plus significatif.

Pour répondre à la question, c'est simplement parce que ces personnes existent et qu'elles doivent être représentées.

Mme Stephanie Kusie: Merci.

Vous ne le savez peut-être pas, mais j'ai succédé à Jason dans Calgary Midnapore, et je plaisante toujours en promettant de faire faire un T-shirt sur lequel on pourrait lire: « Désolée, je ne suis pas Jason Kenney ».

Diriez-vous qu'il est plus difficile pour les femmes conservatrices de faire de la politique active, comparativement aux femmes des autres partis?

Mme Michaela Glasgo: Absolument pas. Lorsque vous envisagez de faire de la politique active, comme je l'ai dit, si vous voulez une place à la table, vous prenez une chaise. Pour ma part, certains de mes plus grands partisans sont des hommes. Rachel est ici aujourd'hui et elle est l'une de mes plus grandes sources d'inspiration, mais au bout du compte, il y a aussi Jason Kenney qui a été un mentor et une source d'inspiration pour moi. John Barlow a été une grande source d'inspiration et de mentorat pour moi, ainsi que Drew Barnes. Ces gens, dans différents secteurs de l'administration publique, ont exercé une très grande influence en m'informant et en me motivant à aller de l'avant.

Tant et aussi longtemps que vous avez la volonté de participer, vous trouverez une place. À ma connaissance, aucune campagne n'a jamais refusé de bénévoles ou de personnes pour faire du porte-à-porte. Je sais que je ne refuserais certainement personne. Tant que vous le voulez, quelqu'un aura une place pour vous et il suffit, à partir de ce moment, de se perfectionner.

Mme Stephanie Kusie: Merci Michaela.

Nancy, c'est toujours un plaisir de vous voir. Bien sûr, je suis fière d'être l'ex-présidente de la section Alberta-Sud d'À voix égales, et l'organisation aura toujours une place très chère dans mon coeur. Vous savez que l'une des principales raisons pour lesquelles j'ai accepté ce rôle — en fait, grâce à Lynne Hamilton, qui est également dans l'auditoire aujourd'hui —, c'est que j'estimais qu'il était très important pour les femmes conservatrices d'occuper une place en politique.

Dans ce contexte, pourquoi est-il important qu'À voix égales soit multipartite? Pourquoi est-ce si important pour votre organisme?

Mme Nancy Peckford: Nous croyons que toute femme qui veut occuper une charge publique et se faire élire mérite absolument une chance équitable, au même titre que ses homologues masculins. Nous ne limitons pas notre perspective à certains enjeux ou idéologies; nous nous soucions de représentation. Nous vivons dans une démocratie. Malheureusement, nous avons souffert pendant des siècles, quelque 151 ans maintenant, de représentation inégale, et nous croyons que les femmes sont essentielles à chaque parti politique et à chaque mécanisme politique qui existe.

Nous ne pouvons pas nous acquitter de notre mandat sans vraiment croire que les femmes peuvent décider pour qui elles veulent se présenter et ce que leur expérience de vie et leurs valeurs suggèrent, ce que cela signifie pour ce qui est de l'affiliation à un parti.

Ce que nous savons aussi au sujet de beaucoup de femmes, croyez-le ou non, c'est qu'elles n'arrivent pas avec une forte identité partisane. Lorsqu'elles envisagent de se présenter, beaucoup de femmes qui n'ont jamais été liées à des espaces politiques officiels ont en fait d'énormes débats internes à savoir où elles veulent se diriger en raison du fait que les femmes sont moins liées aux espaces politiques officiels. Même à un jeune âge, même au niveau d'un gouvernement étudiant, nous constatons que les femmes font souvent des choix très difficiles et qu'elles pourraient prendre diverses directions, selon le chef du parti et ce qui se passe dans l'administration où elles envisagent de se présenter.

● (1655)

L'hon. Eleni Bakopanos: C'est l'une des raisons pour lesquelles nous donnons l'occasion à chacun des partis de faire connaître son opinion. Nous n'exerçons aucune influence sur le choix, mais nous tenons ce débat et nous espérons qu'il se poursuivra afin que les femmes puissent choisir elles-mêmes la façon dont elles se perçoivent dans le spectre politique.

Mme Stephanie Kusie: Merci.

Dans le même ordre d'idées, pourquoi est-il important que des femmes de tous les partis se présentent aux élections?

Mme Nancy Peckford: Lors de la dernière élection, une analyse a révélé qu'il y avait 97 circonscriptions où, si vous vouliez voter pour un des trois grands partis, aucune femme n'était candidate, alors il y a là matière à réflexion.

Le tiers des Canadiens ne pouvaient voter pour une femme. Nous estimons que c'est profondément injuste pour les Canadiens, pas seulement pour les femmes, mais pour les Canadiens qui, en fait, veulent voir plus de femmes en politique, peu importe leur allégeance politique. Il est absurde que les femmes ne soient pas mieux représentées dans les circonscriptions partout au pays, et si... Ce sont les chiffres au niveau fédéral en 2015, mais il y a des provinces et des territoires au pays qui comptent beaucoup moins de femmes par rapport à leurs homologues masculins.

Nous devons vraiment faire mieux pour les Canadiens, pour tous les Canadiens. Un sondage après l'autre montre que les Canadiens veulent voir plus de femmes inscrites sur leur bulletin de vote. Ils veulent avoir le choix. De notre point de vue, il s'agit vraiment de donner aux Canadiens des choix raisonnables et équitables quant aux personnes qu'ils veulent élire.

L'hon. Eleni Bakopanos: Cela nous ramène aux partis politiques et aux choix qu'ils font.

La présidente: Non, d'accord. Je trouve ce groupe de témoins fascinant. Je prends beaucoup de notes.

Merci beaucoup.

Madame Quach, vous avez sept minutes.

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Merci, madame la présidente.

Je remercie nos trois témoins d'être ici. Leurs témoignages sont très intéressants et me permettent d'avoir différentes opinions sur la question.

Je représente la circonscription de Salaberry—Suroît, une circonscription très rurale. Julie McNeil, une jeune femme de ma circonscription, y a participé et a été enchantée. Je trouve intéressant d'entendre aussi des femmes qui proviennent de milieux ruraux.

Pensez-vous que le gouvernement devrait investir davantage dans les... Beaucoup d'information ne se rend pas nécessairement dans les milieux ruraux. Selon une étude de Statistique Canada, les femmes elles-mêmes disaient manquer d'information.

Pensez-vous que plus d'initiatives devraient viser à informer davantage les femmes?

Lorsque je faisais du porte-à-porte, bien que je ne pourrais pas à quelle fréquence exactement, j'étais souvent accueillie par des femmes qui me disaient ne pas avoir d'opinion à ce sujet et qui allaient chercher leur mari. Cela m'arrivait vraiment souvent.

Pensez-vous que cela devrait être soutenu par le fédéral?

L'hon. Eleni Bakopanos: À mon avis, Élections Canada doit avoir un système, comme cela a été fait lors de la dernière campagne électorale. Il a fait cela pour les jeunes. Selon moi, il doit faire la même chose pour les femmes. Cependant, on peut commencer par la base. Le système d'éducation du pays ne comprend aucun cours de participation civique. En tant que citoyens, nous n'avons pas seulement des droits, nous avons aussi des responsabilités envers notre pays et le système. Nous parlons beaucoup de nos droits, mais nous parlons moins de nos responsabilités en tant que citoyens. Élections Canada est un organisme non partisan, c'est-à-dire qu'il ne fait pas partie du système politique, et il doit en faire davantage.

En ce qui concerne le milieu rural, c'est vrai que peu de femmes posent leur candidature lors d'une campagne électorale. C'est peut-être parce qu'elles ont de grandes responsabilités, par exemple parce qu'elles travaillent à la ferme ou en agriculture.

Je n'ai pas de solution à proposer, mais je vous demande d'étudier les quelques pistes de solutions que nous vous offrons. Personnellement, je pense que cela va aider les femmes qui ont des enfants à considérer une carrière en politique.

● (1700)

Mme Anne Minh-Thu Quach: Pensez vous que notre mode de scrutin électoral, un scrutin uninominal à un tour, pourrait aider sur le plan de la diversification des représentants politiques, afin d'avoir des femmes, bien sûr, mais aussi des gens racisés et des représentants autochtones? Pensez-vous que le fait d'avoir un système proportionnel pourrait aider à diversifier les représentations?

L'hon. Eleni Bakopanos: À voix égales n'a pas pas pris position en faveur d'un système ou d'un autre. Je crois que l'important c'est d'avoir n'importe quel système. Même si on utilisait un système électoral proportionnel, ce serait encore le chef qui déciderait de la liste et de la personne qui y figure en premier ou en deuxième. Cela ne changerait pas grand-chose, à moins qu'on modifie la culture et la façon dont les femmes elles-mêmes demandent le changement. Il faut tenir compte de cela, mais on peut faire de petites choses.

Je vais vous donner un exemple très simple. La photo des députés pourraient être sur le bulletin de vote. Pourquoi n'y a-t-il pas de photos pour aider les femmes analphabètes? J'ai oeuvré pendant 30 ans au niveau provincial, et le sujet est toujours revenu sur la table. Au Québec, il y a maintenant des photos sur le bulletin de vote. Cela va aider les électeurs, hommes ou femmes, à savoir pour qui ils votent. Cela est très simple.

Des gens travaillent dans les bureaux de scrutin. La plupart du temps, ce sont des femmes mais, souvent, on ne les paie pas ou on les paie un salaire minimal. Certains ne veulent pas y travailler parce qu'ils reçoivent des prestations d'aide sociale. Si on travaille dans un bureau de scrutin, on voit ses prestations réduites pour avoir participé à la démocratie.

Selon moi, une foule de choses permettraient de changer le système en vue d'encourager davantage la participation des citoyens, en général, et celle des femmes.

Je sais que ce n'est pas le sujet de votre étude, mais tout est lié. Si on change le système de votation, plus de femmes voudront se présenter en politique, peu importe le palier de gouvernement.

Mme Anne Minh-Thu Quach: Vous n'êtes pas les premières à aborder le sujet du manque de réseautage pour les femmes. Des initiatives ont été appuyées par Condition féminine Canada. Lors des dernières élections municipales, par exemple, de plus en plus d'initiatives étaient justement menées par et pour les femmes en général.

Le fédéral devrait-il en ajouter, pas seulement pendant les élections, mais également entre celles-ci?

[*Traduction*]

L'hon. Eleni Bakopanos: Oui, d'accord.

Mme Nancy Peckford: Après quelque 150 ans de représentation très inégale et très majoritairement masculine — malgré certains hommes de qualité parmi eux, bien entendu —, nous avons l'obligation morale et éthique de faire des efforts suffisants pour associer des femmes aux espaces politiques.

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Parfait.

En ce qui concerne les femmes racisées, au sein d'À voix égales, vous occupez-vous d'essayer de rechercher des femmes pour qu'elles puissent s'intéresser à la politique? Quelles stratégies utilisez-vous? De quoi pourrions-nous nous inspirer?

[*Traduction*]

Mme Nancy Peckford: Du point de vue des Héritières du suffrage, notre initiative de premier plan visait très délibérément à circonscrire nos choix, en partie en raison du genre de questions que nous posions et des critères que nous appliquions à l'évaluation de ces questions. Il faut certainement investir plus tôt dans les collectivités et dans les femmes qui ne trouvent pas nécessairement leur place dans le processus politique. Pour nous, les Héritières du suffrage constituent un investissement pour les 10, 15 ou 20 prochaines années pour celles qui s'identifient aux espaces politiques et s'y sentent à l'aise.

Au sein de notre conseil national, nous comptons maintenant un comité de l'équité qui se penche précisément sur la question de savoir ce que nous pouvons faire comme pays pour assurer une représentation suffisante parmi les communautés qui n'ont jamais été bien représentées, qu'elles soient autochtones, ethnoculturelles, rurales ou autres.

Le dialogue est vraiment solide, mais nous croyons que notre modèle des Héritières du suffrage a très bien réussi à trouver 67 femmes autochtones qui feront partie du programme et à favoriser un dialogue interculturel intense pendant qu'elles étaient ici.

● (1705)

La présidente: Formidable. Merci beaucoup.

Nous allons maintenant céder la parole à Bernadette Jordan, pour sept minutes.

Mme Bernadette Jordan (South Shore—St. Margarets, Lib.): Merci madame la présidente.

Merci beaucoup à nos témoins d'aujourd'hui.

Madame Glasgo, j'aimerais d'abord vous féliciter d'avoir soumis votre candidature. Nous ne sommes peut-être pas d'accord sur le plan des valeurs ou des convictions, mais en même temps, je pense que quiconque, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme, peu importe son sexe, inscrit son nom sur un bulletin de vote mérite des félicitations. Merci beaucoup.

Des députées: Bravo!

Mme Bernadette Jordan: J'aimerais poser quelques questions à À voix égales au sujet des Héritières du suffrage. C'était un programme extraordinaire, cela ne fait aucun doute. Il y a toutefois un « mais ».

Si vous regardez autour de la table, vous verrez que je suis probablement la plus vieille dans la salle...

L'hon. Eleni Bakopanos: Peut-être pas.

Mme Bernadette Jordan: Eh bien, à ce stade-ci, ici même, parmi les femmes élues.

Les Héritières du suffrage ont vraiment mis l'accent sur les jeunes, ce qui était formidable. Nous voulons faire participer les jeunes. Nous ne voulons toutefois pas seulement des jeunes femmes. Nous voulons des femmes de couleur. Nous voulons des femmes autochtones. Nous voulons des femmes âgées. Pourriez-vous élargir le champ d'action des Héritières du suffrage?

Je vais vous donner un exemple. Un soir, je faisais des appels téléphoniques. Une femme m'a dit au téléphone: « Oh, je suis tellement heureuse que vous soyez ma représentante. C'est agréable de voir une femme, la première femme élue dans ma circonscription. J'aimerais bien en faire, mais je suis trop vieille. » Je lui ai demandé son âge, et elle m'a répondu qu'elle avait 39 ans.

Je pense que nous avons rendu un mauvais service aux femmes. On parle souvent de faire élire plus de femmes, mais on semble mettre l'accent sur les jeunes femmes. C'est formidable, mais nous avons besoin de toutes les femmes.

Que pouvons-nous faire pour encourager les femmes de mon âge? J'avais 52 ans quand j'ai été élue. Je voulais me présenter dès l'âge de 17 ans, mais il m'a fallu attendre jusqu'à 52 ans pour me dire: « Je ne vais pas penser au passé et me dire que j'aurais dû le faire. » Comment amener les personnes âgées ou marginalisées à présenter leur candidature?

Mme Nancy Peckford: Je pense...

Désolée Eleni.

L'hon. Eleni Bakopanos: Non, allez-y. Nous allons partager l'espace.

Mme Nancy Peckford: Nous devons faire arriver le milieu de travail de plain-pied dans le XXI^{e} siècle. En fait, l'Institut Manning a commandé un sondage il y a quelques années. Ils ont interviewé des dirigeantes communautaires, des professionnelles de niveau intermédiaire de la fin de la trentaine à la fin de la cinquantaine. Les femmes n'ont pas dit qu'elles ne voulaient pas se présenter en raison d'un manque d'intérêt. Elles ont dit qu'elles ne croyaient pas en fait que le contexte leur permettrait de faire immédiatement une différence.

Il y a une perception erronée de la politique: qu'est-ce que cela signifie d'être dans l'espace politique et de faire une différence? Aussi, les femmes n'étaient pas tentées de quitter des professions où elles connaissaient le succès parce qu'elles avaient mal compris ou mal interprété les possibilités.

Je pense qu'il est vraiment important d'apporter des changements systémiques, mais je pense aussi que le mentorat proactif l'est tout autant. Je vais laisser Eleni vous répondre, elle qui a été élue.

L'hon. Eleni Bakopanos: Et qui a vécu après l'âge de 39 ans, alors qu'aujourd'hui, je serais trop vieille pour être élue.

Cela dit, nous avons essayé d'être aussi concises que possible dans nos recommandations au Comité. Il y a des problèmes de santé dont il serait possible de tenir compte au moyen de la vidéoconférence ou par d'autres moyens de ce genre. Il ne s'agit pas seulement d'accouchement, mais s'aussi de changer la façon dont nous travaillons dans le système en soi. Des femmes âgées s'occupent de leurs parents vieillissants. Si elles sont députées et doivent retourner chez elles parce qu'un de leurs parents souffre de la maladie d'Alzheimer, elles auront au moins la possibilité de participer aux travaux du Comité.

Je ne veux pas que nos recommandations soient interprétées comme signifiant qu'il y a un âge au-delà duquel une femme est trop vieille pour avoir un bébé, puisque nos recommandations ne sont pas fonction de l'âge. Je pense qu'on peut faire de la politique à n'importe quel âge, et je le dis à toutes les femmes que j'encadre. Vous pouvez provenir de n'importe quelle profession. L'idée, c'est de présenter cette diversité d'opinions à la table, de pouvoir élaborer les meilleures politiques possible pour notre gouvernement, et cela exige que tout le monde y participe, pas seulement une génération.

Mme Nancy Peckford: Je vous demanderais aussi pourquoi vous n'avez pas soumis votre candidature plus tôt et ce qui vous a retenu de le faire. C'est un élément important du dialogue sur l'investissement dans les jeunes femmes.

Mme Bernadette Jordan: Vous avez soulevé un bon point.

Madame Glasgo, j'aimerais vous entendre à ce sujet. Est-ce que le fait de quitter une carrière bien établie, de soumettre sa candidature et de ne pas savoir où aller si on n'est pas élue constitue un obstacle? Certaines personnes ont la chance de prendre un congé. Certaines personnes, selon leur carrière, doivent en fait remettre leur démission. Si vous n'êtes pas élue, que faites-vous?

Étant donné que vous êtes en lice maintenant, je ne sais pas si cela a eu une incidence dans la carrière que vous avez choisie. Je suppose que la carrière politique est celle que vous avez choisie, mais vous voyez ce que je veux dire? Y a-t-il quelque chose que nous pouvons faire, ou y a-t-il une recommandation que nous pouvons faire, pour que les femmes ne soient pas pénalisées quand elles se présentent, parce que dans certains cas, je crois qu'elles le sont.

● (1710)

L'hon. Eleni Bakopanos: Oui.

Mme Bernadette Jordan: Voulez-vous répondre?

Mme Michaela Glasgo: C'est une question difficile pour moi parce que mon instinct me dit que le gouvernement n'est jamais la solution. Nous ne devrions jamais imposer quoi que ce soit, et ce devrait être une initiative de base, organique. Dans ce cas-ci, pour moi, c'était une décision simple. Pour être honnête avec vous, je n'aurais jamais pensé me présenter aux élections, mais tout bien considéré, je me suis dit « pourquoi pas »? Je pense qu'il nous incombe d'y aller, à titre individuel en général, si nous estimons pouvoir faire une différence et devoir participer.

Dans notre société, le risque rapporte, et c'est formidable qu'il en soit ainsi. Si vous prenez un grand risque en soumettant votre candidature, cela doit constituer votre plus grande priorité et vous devez accorder la priorité à votre propre campagne. En ce moment, ma priorité est de gagner. Si j'accorde la priorité à la sécurité d'emploi ou, pour l'amour du ciel, à la sécurité financière, je pense que je ne rendrai pas service à ma propre campagne. Je dirais simplement que les principes fondamentaux de notre société seront pris en compte ici, et que le risque rapportera.

Mme Bernadette Jordan: C'est un excellent point. Quand on pense aux femmes qui sont peut-être un peu plus âgées et qui se présentent en politique, qui sont peut-être des mères célibataires avec des enfants à leur charge, et ainsi de suite, leur situation est différente de celle qui n'a pas ces difficultés ou ces obstacles à surmonter en politique.

Allez-y.

Mme Nancy Peckford: C'est une question d'autonomie professionnelle selon moi. Dans votre coin de pays, Louise Carbert a fait une analyse très intéressante des femmes du Canada atlantique. Elle a constaté qu'en raison de la surreprésentation des femmes dans la fonction publique, bon nombre d'entre elles avaient l'impression que même si elles avaient le droit de se présenter, elles compromettaient leur cheminement professionnel ou celui de leurs partenaires, de leurs maris; et elles ne pouvaient tout simplement pas courir ce risque. Elles estimaient simplement que le fait de faire de la politique quand on est soutien de famille comportait trop de risques.

Mme Bernadette Jordan: Mon temps est-il écoulé?

La présidente: Oui.

J'apprends beaucoup, et je sens que vous parlez au nom de tous ceux qui, comme vous et moi, se demandent comment les choses se passent lorsqu'ils prennent de l'âge.

Des voix: Oh, oh!

La présidente: Bernadette, continuez dans cette voie. C'est utile pour nous.

Des voix: Oh, oh!

La présidente: Eleni, merci de m'avoir comprise. C'est mon...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Eleni Bakopanos: J'ai déjà présidé, vous savez.

La présidente: Je le sais. Merci beaucoup.

Nous entamons maintenant notre deuxième tour.

Rachel, vous avez la parole, pour cinq minutes.

Mme Rachael Harder: Merci.

Michaela, pour exploiter un peu ce filon, pourriez-vous nous parler de certains des obstacles auxquels vous avez été confrontée? Il pourrait s'agir d'obstacles externes, mais internes aussi. Quels sont les facteurs, même dans votre processus de pensée ou votre vie personnelle, qui ont pesé, dans un sens ou dans l'autre, sur votre décision de poser votre candidature?

Mme Michaela Glasgo: Voilà est une bonne question.

J'ai dit très clairement que je ne crois pas qu'il y ait eu d'obstacles systémiques à ma candidature. Je pense qu'il s'agissait, au fond, de prendre une décision et de m'y tenir. Pour moi, personnellement, le plus grand obstacle aura été que je mets toujours en doute ma compétence. Mais je ne pense pas que ce soit lié au fait que je sois femme, mais simplement à ma tendance à l'introspection. Je pense qu'il s'agit juste d'avoir une once de... Le mot m'échappe.

Je pense qu'il s'agit simplement d'avoir conscience de ses capacités et d'approfondir la question. Je ne sais pas si cela constitue vraiment un obstacle. Mais en ce qui concerne les obstacles systémiques, je ne pense pas en avoir rencontré dans ma candidature.

Mme Rachael Harder: Merci.

Dans cette veine également, vous pourriez peut-être nous parler un peu de votre opinion sur le contingentement. Dans votre exposé, vous avez dit que vous vous opposeriez au contingentement. Pourquoi? S'il n'y a pas de contingentement, quels sont les autres mécanismes qui peuvent être utilisés pour encourager les femmes à se porter candidates?

Mme Michaela Glasgo: Oui, je suis catégoriquement contre le système de contingents. Je pense que, surtout ici, que l'élection à la faveur d'un contingentement à l'un des plus hauts postes de la Chambre des communes ou dans les autres assemblées législatives du pays irait à l'encontre du principe même de la démocratie. Les gens devraient élire qui ils veulent voir au Parlement et dans les assemblées législatives, alors si vous dites que la seule façon d'y arriver... Si mon succès ne dépend de rien d'autre que mon appartenance à une catégorie sexuelle... Ce n'est pas une chose à laquelle je pense à mon réveil le matin. Je ne pense pas: je suis une femme et par conséquent ma vie sera structurée de cette façon. Non, je dois aller travailler; je dois préparer le petit-déjeuner, je dois faire ceci ou cela.

Je pense que le fait d'invoquer une caractéristique secondaire comme moteur principal de ma vie me réduit en fait à rien d'autre que mon sexe, et c'est pourquoi je pense que le fait qu'il y ait concurrence pour les nominations est la meilleure façon d'assurer la réussite des femmes. Pour moi, le simple fait d'avoir la capacité d'y arriver, de remplir les documents nécessaires et de m'assurer d'être prête à me lancer dans la course, tout cela importait moins que le besoin d'étouffer cette petite voix en moi qui disait: « Ne fais pas ça ». Tout le monde en a fait l'expérience. Parmi les gestes concrets que nous pouvons tous poser, le plus simple est de demander aux femmes de faire acte de candidature. Si vous voyez une femme compétente, attablée au Tim Hortons ou ailleurs, à la ferme, qui vous parle de politique ou d'esprit communautaire, pourquoi ne pas simplement dire: « Hé, avez-vous déjà pensé à siéger au conseil de notre association de circonscription? » Ce sont là des d'initiatives de base, organiques, qui amènent littéralement les femmes à la table et qui ne sont pas nécessairement imposées par le gouvernement ou par une sorte de demande structurelle.

● (1715)

Mme Rachael Harder: Pour ceux d'entre nous qui sont des femmes et qui sont élues, que pouvons-nous faire pour encourager les femmes à s'engager davantage? Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Mme Michaela Glasgo: Je pense que les femmes élues peuvent simplement s'assurer que... Nous ne voyons pas de femmes parler au nom de tout un groupe de femmes. Je pense qu'il incombe aux chefs de parti — et je pense que M. Scheer a fait du très bon travail à cet égard — de veiller à ce que ce ne soient pas seulement les femmes qui parlent de « questions féminines ». C'est quelque chose que nous pouvons changer. Toutes les questions concernent les femmes, comme toutes les questions concernent les hommes.

En ce qui concerne l'égalité des femmes et leur place à la table, l'homme devrait demander à la femme de la même façon que je demanderais à une femme de s'asseoir à une table avec moi. Je pense qu'en changeant ce discours, les femmes élues, et les élus en général, peuvent avoir une influence plus importante qu'elles ne le pensent parce que, si nous donnons constamment un portefeuille économique à un homme, ou si nous supposons qu'une femme ne voudrait pas de ce portefeuille, mais plutôt, disons, celui de la condition féminine, c'est que nous régressons. La meilleure chose à faire, c'est de s'assurer que tout est ouvert et accessible.

La présidente: Il vous reste environ 45 secondes.

Mme Rachael Harder: Michaela, en tant que femme qui fait campagne, vous avez manifestement une certaine expérience. Vous êtes sur le terrain, vous frappez aux portes, vous discutez avec le grand public, mais vous avez aussi une optique de femme qui n'est pas encore tout à fait élue. Ma question est donc la suivante. Diriez-vous qu'il y a certaines femmes qui sont mieux adaptées à la politique que d'autres?

Mme Michaela Glasgo: Je pense que les femmes qui sont les mieux placées pour faire de la politique sont celles qui veulent se présenter. Non, je ne pense pas qu'il y ait des femmes qui soient nécessairement mieux adaptées. Cependant, je ne pense pas qu'il faille les pousser, et c'est , je crois, pour en revenir au système de contingents, ce à quoi nous aboutissons. Lorsqu'il y a contingentement, les partis vont chercher des femmes pour se présenter en leur disant que ça ne fait rien qu'elles soient mères au foyer, ingénieures ou quoi que ce soit d'autre.

Désolée...

La présidente: Non, ça va.

Mme Michaela Glasgo: ... Je pense qu'il est vraiment important de chercher des femmes qui veulent présenter leur candidature. La meilleure candidature féminine, à mon sens, est celle d'une femme qui est motivée et qui est attachée à sa collectivité.

La présidente: D'accord. Je cède maintenant la parole à Sean Fraser, pour les cinq prochaines minutes.

M. Sean Fraser: Excellent. Je n'ai qu'une question à poser, après quoi je laisserai ce qui reste de mon temps de parole avec ma collègue, Mme Nassif.

[*Français*]

Je vous remercie de votre présence parmi nous, aujourd'hui. Votre témoignage est très intéressant et très important.

Ma question s'adresse à Mme Bakopanos.

[*Traduction*]

Sur la question des contingents, vous avez mentionné que vous étiez personnellement en faveur. Au cours de notre étude économique, nous avons très souvent entendu dire que c'est à partir du seuil de 30 % que les choses changent et qu'il y a une différence sensible: les entreprises gagnent plus d'argent et les gouvernements peuvent prendre de meilleures décisions. Il y a une sorte d'opposition intéressante entre deux idées.

Comment pouvons-nous renforcer les gouvernements par la présence de femmes au-delà de ce seuil de 30 % sans porter atteinte au droit de vote des électeurs, ceux qui votent lors des courses à l'investiture ou ceux qui élisent le candidat dans leur circonscription? Je souhaite ardemment la parité à la Chambre des communes et je pense que cela changerait tout en politique, mais je ne veux pas pour autant entraver la volonté de l'électorat de choisir ses représentants locaux.

Avez-vous une suggestion à faire sur la façon de concilier ces deux intérêts?

L'hon. Eleni Bakopanos: Je vais aussi donner mon opinion personnelle.

Pour commencer, nous avons parlé du projet de loi dont la Chambre est saisie. Nous parlons de proposer des incitatifs, plutôt que des mesures dissuasives, aux partis politiques pour augmenter le nombre de femmes qui se portent candidates.

J'aimerais également dire que nous ne pouvons y arriver sans les hommes, sans les 49 % d'hommes qui ont vécu cette expérience. J'ai aussi eu, soit dit en passant, des mentors masculins, et d'envergure: Robert Bourassa, Jean Chrétien et Jean Charest, pour n'en nommer que quelques-uns. Nous avons besoin du soutien des hommes. Le féminisme, ce n'est pas être contre les hommes. Je tiens à le souligner. Je n'y crois pas. Le féminisme a changé au fil des ans, et nous avons beaucoup d'hommes qui nous appuient.

Nous devons travailler ensemble pour nous assurer d'avoir suffisamment de voix autour de la table et sur le terrain. N'oubliez jamais qu'il y a beaucoup de femmes qui travaillent dans les coulisses de la politique, qui n'ont jamais aspiré à se présenter aux élections, mais qui ont fait tout le travail sur le terrain. Au moins 80 % de mes bénévoles étaient des femmes, et c'est toujours le cas dans la plupart des campagnes électorales.

Il faudra une nouvelle façon de voir la politique. Encore une fois, je reviens à ce que j'ai dit au début. Lorsque nous parlons du service public, les gens comprennent que tous les candidats se présentent pour servir le public, non pour être au service d'un certain groupe, d'une certaine idéologie ou d'un certain féminisme, si je peux m'exprimer ainsi.

● (1720)

Mme Nancy Peckford: Chaque élection apporte des changements. Depuis la dernière élection, la Chambre des communes est composée aux deux tiers de députés élus pour la première fois et de femmes à 27 %. Le roulement éventuel dans une Chambre où les deux tiers des députés sont nouveaux risque d'être très faible. De toute évidence, bon nombre des députés actuels seront réélus. Il faudra encore 10 ans pour renouveler la Chambre et peut-être d'élire plus de femmes. Je pense vraiment que si nous atteignons 30 % aux prochaines élections, ce serait, numériquement, le mieux que nous puissions faire.

Chaque élection offre l'occasion d'attirer plus de femmes, mais, pour peu que nous laissions passer cette occasion, nous devrons attendre une dizaine d'années en raison du roulement de la députation. Nous avons un grand défi à relever quant à cette députation. Bien franchement, au cours de la dernière campagne électorale, exception faite du Nouveau Parti démocratique, aucun parti n'a réussi à marquer un gros but, et nous en subissons aujourd'hui les conséquences. Il faut vraiment penser à long terme.

M. Sean Fraser: Il ne me reste plus de temps, et Mme Nassif a une question. J'aimerais toutefois en savoir davantage.

Mme Nancy Peckford: Oui.

L'hon. Eleni Bakopanos: Nous pourrons y revenir plus tard.

[*Français*]

Mme Eva Nassif: Merci encore, madame la présidente.

Je remercie nos témoins, surtout Mme Bakopanos, qui est de Montréal. C'est mon amie. Elle a été députée de 1993 à 2006, si je ne me trompe pas. Elle donc agi durant 13 ans à titre de députée fédérale.

Madame Bakopanos, parlez-nous des obstacles que vous avez connus alors que vous étiez candidate, femme d'origine grecque, issue de l'immigration.

Vous avez parlé du fait qu'être femme est un obstacle. Oui. Vous savez que je suis maman de triplés, que je me suis présentée deux fois à l'investiture — que j'ai gagnée —, avant d'entrer en politique en même temps que je faisais mes études — j'ai eu deux diplômes — et tout au long de mon engagement politique.

Parlez-nous des autres obstacles que vous avez connus en 1993 et de ce qui a changé maintenant dans le fait d'être une femme députée.

L'hon. Eleni Bakopanos: Une foule de choses ont changé, mais nous n'avons pas le temps de tout mentionner. Je vais vous dire deux choses.

Je proviens moi-même d'une communauté culturelle plus ou moins macho — disons cela de façon très gentille. J'ai été la première femme d'origine grecque élue à la Chambre des communes. J'étais donc un phénomène d'une certaine façon pour les hommes de ma communauté. Il y en a 15 qui auraient voulu contester mon investiture. Or M. Chrétien, qui a fait preuve d'ouverture d'esprit, a reçu le mandat des membres du Parti libéral de choisir des femmes pour arriver à 30 % de candidatures féminines. Nous en avons parlé tout à l'heure. Ce sont les membres qui lui ont donné ce mandat, les membres du Parti. Il n'a pas décidé cela lui-même. Tout cela m'a aidée, ainsi que la circonscription que j'ai eue.

Les barrières pour les femmes qui proviennent des communautés culturelles sont plus importantes, à mon avis, que pour d'autres femmes de...

[*Traduction*]

Je ne veux pas parler de la population générale, mais plutôt de la population anglophone. J'ai été élue dans une circonscription francophone où les femmes étaient en fait considérées... Les francophones comptaient pour 70 % dans ma première circonscription et pour 80 % dans ma deuxième — j'en ai représenté deux —, et le fait d'élire une femme pour les représenter ne posait pas de problème. C'était en fait un avantage. Les électeurs francophones y voyaient un avantage. Par contre, le fait d'avoir de jeunes enfants était un désavantage dans ma propre communauté, qui sentait que j'avais abandonné mon mari et mes enfants pour faire autre chose.

Je pourrais continuer encore longtemps, mais je pense que vous avez déjà discuté de certains de ces obstacles.

[*Français*]

Mme Eva Nassif: Ce n'est pas ce que je demandais.

Je voulais savoir ce qui a changé entre 1993 et maintenant. Nommez-moi une chose qui vous apparaît différente.

L'hon. Eleni Bakopanos: Vous parlez de ce qui a changé de nos jours?

[*Traduction*]

La présidente: D'accord, alors ce que je vais faire...

Mme Eva Nassif: Une prolongation d'une minute.

La présidente: J'ai déjà donné...

Mme Eva Nassif: Écoutez, nous avons bien prolongé les heures de séance à la Chambre des communes. Nous pouvons prolonger d'une minute.

L'hon. Eleni Bakopanos: Je dirai une chose.

La présidente: Je vais vous donner quelques idées. Je vous ai laissée dépasser votre temps d'une minute et 15 secondes parce que je vous trouve formidable.

L'hon. Eleni Bakopanos: Merci.

La présidente: Je vous accorderai 30 secondes de plus, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Je demanderai à la représentante du PCC de poser une question, après quoi je lèverai à la séance.

Mme Eva Nassif: Merci.

L'hon. Eleni Bakopanos: Je donnerai une seule réponse: la parité. Le fait que nous ayons la parité au sein du gouvernement, autour de la table du Cabinet, donne aux gens des modèles à suivre.

● (1725)

La présidente: D'accord. Avez-vous une autre question? Sinon...

Mme Eva Nassif: Je peux l'avoir.

La présidente: Je sais que vous pourriez nous aider, Eva.

Je vais vous aider. Notre groupe de témoins a été fantastique. En vous écoutant toutes les trois, surtout Bernadette, je me disais: « C'est moi, C'est moi. C'est moi. » Je vous remercie vivement d'avoir comparu aujourd'hui.

J'ai une seule question: quand allons-nous entendre d'autres Héritières du suffrage? C'est la prochaine question.

C'est formidable d'avoir pu entendre Michaela.

J'espère que Delany Leitch est là-bas quelque part à écouter cet échange. Delany était l'une de mes étudiantes et de mes filles. Quand je l'appelais ma fille, les gens me regardaient. Elle était mon Héritière du suffrage. Quand prévoyons-nous recommencer? Quel est le plan à cet égard?

Mme Nancy Peckford: Nous travaillons activement à obtenir des engagements pour trois Héritières du suffrage avec nos partenaires des secteurs privé et public de telle sorte que nous pourrions effectivement reprendre l'expérience en 2020 et 2021 et tenter d'en faire vraiment un programme phare pour À voix égales. Nous croyons qu'il y a 338 femmes remarquables, intéressantes, de divers horizons politiques et de tous les âges qui sont prêtes à relever le défi année après année.

Mme Bernadette Jordan: Et nous avons besoin de votre aide.

La présidente: De tous les âges, oui. Pouvez-vous vous assurer d'avoir un groupe de plus de 40 ans?

Une voix: Pas d'âge.

La présidente: Je tiens à vous remercier très chaleureusement. Ce groupe de témoins a été excellent. Nous avons entendu deux excellents groupes aujourd'hui. Nous apprenons beaucoup.

Je vous rappelle que nous sommes jeudi et que nous reprendrons, bien entendu, nos travaux mardi prochain. La semaine prochaine, nous entendrons, du Groupe Samara, Jane Hilderman, Louise Carbert, Jeanette Ash, Silvia Bashevkin, William Cross, Sarah Childs, Rosie Campbell et Melanee Thomas.

La greffière va vous envoyer la liste. Mes excuses, mais je ne savais pas que certains ne l'avaient pas reçue. J'avais la liste devant moi et je n'ai pas pensé plus loin. Tout le monde recevra et pourra consulter la liste des témoins. Je crois qu'il y a des choses extraordinaires qui se passent.

Allez-y, Anne.

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Je vous remercie d'avoir distribué la liste.

Est-il encore possible de faire des suggestions, ou la liste est-elle déjà complète pour les différentes séances à venir?

[*Traduction*]

La présidente: Dans un cas comme celui-là, la liste est établie. Tout a été pris en compte. S'il arrivait qu'une personne proposée par le NPD ne pouvait se présenter, nous vous donnerions l'occasion de proposer quelqu'un d'autre.

Merci beaucoup à tous.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes
à l'adresse suivante : http://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the
following address: http://www.ourcommons.ca